

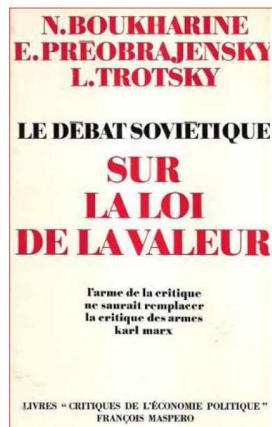
Eugène Préobrajensky

L'équilibre économique dans le système de l'U.R.S.S.<sup>1</sup>

1927

dans *Le débat soviétique sur la loi de la valeur*

Livre "Critiques de l'économie politique", 1972



#### OBSERVATIONS PRELIMINAIRES

L'analyse des conditions d'équilibre dans le système de l'économie soviétique actuelle nécessite la division de l'économie en trois secteurs :

- a) d'Etat,
- b) capitaliste privé,
- c) petite production.

Cependant, la nature de la recherche impliquera souvent que l'on oppose le premier secteur aux deux autres pris ensemble, puisque les deux derniers représentent une sphère unique de l'économie privée en général, et l'absence de données nécessaires pour le secteur capitaliste rend possible une étude concrète de la croissance économique uniquement suivant la division en deux secteurs.

La seconde caractéristique, et cela crée la difficulté de la recherche, est le fait que l'équilibre du système n'est pas atteint sur la base de la loi de la valeur et de l'échange équivalent, mais sur la base d'une lutte entre cette dernière et la loi de l'accumulation socialiste primitive. Pour cette raison, notre analyse de l'équilibre ne peut pas partir de l'hypothèse de Marx que, en règle générale, les marchandises sont vendues à leur valeur. Dans le second volume du *Capital*, formulant le

problème de l'analyse de la reproduction, Marx fait la réserve suivante sur ce point :

« En outre, il est supposé que les produits s'échangent à leur valeur et qu'aucune révolution ne s'opère dans la valeur des composants du capital productif. Dans la mesure où les prix divergent des valeurs, ce phénomène reste sans influence sur le mouvement du capital social. Après comme avant, ce sont les mêmes masses des produits qui s'échangent, bien que les parts de valeur que les capitalistes reçoivent individuellement ne soient pas proportionnelles à leurs avances respectives ni aux masses de plus-value que chacun d'entre eux a produites<sup>2</sup>. »

Cette hypothèse de Marx est parfaitement correcte pour l'analyse de l'équilibre de l'économie capitaliste. D'un autre côté, quand nous analysons la reproduction dans notre système, nous partons des déviations des prix par rapport aux valeurs en tant que règle quand nous comparons nos prix intérieurs aux prix mondiaux. Du point de vue de l'équilibre, la caractéristique spécifique de notre économie durant la période de l'accumulation socialiste primitive consiste précisément dans l'absence d'échange équivalent qui est la tendance dominante vers laquelle l'économie capitaliste tend et qui est atteinte, avec de plus ou moins grands écarts, sur la base de la libre concurrence et de l'expression libre de la loi de la valeur en tant que procédure d'allocation du travail social. Sous le capitalisme, l'échange équivalent peut être considéré comme la tendance dominante bien que les écarts soient nombreux et qu'ils augmentent historiquement avec le développement du monopolisme. D'un autre côté, durant la période du changement complet des bases technologiques du secteur d'Etat, la règle est celle de l'échange non équivalent.

Il est clair à partir de ce qui vient d'être dit qu'autant l'analyse marxiste de la distribution proportionnelle du travail dans les conditions du capitalisme pur partait de l'échange équivalent comme prémisses nécessaires et que nous partons nous-mêmes de cette hypothèse dans notre analyse du capitalisme actuel, autant notre recherche sur la reproduction dans l'économie de l'U.R.S.S. qui va suivre doit partir de l'échange non équivalent, même si ce dernier doit être graduellement et systématiquement liquidé. Mais ceci signifie que nous devons assumer, comme fondement de tout le processus, l'existence de deux systèmes différents de propriété des moyens de production et deux régulateurs différents de la vie économique, c'est-à-dire la loi de la valeur et la loi de l'accumulation socialiste primitive...

1. Publié dans *Vestnik kommunisticheskoi, Akademii XXII, 1927.*

2. K. Marx, *Le Capital*, livre II, éd. La Pléiade, p. 752-753 (N.D.T.).

## SCHEMAS ALGEBRIQUES DE LA REPRODUCTION EN U.R.S.S.

Le schéma algébrique des trois secteurs qui — pour essayer de reprendre la terminologie de Marx — se rapporte au secteur capitaliste, au secteur d'Etat et à celui de la petite production aura la forme suivante (département I = biens de production, département II = biens de consommation) :

### Secteur d'Etat

Dpt I  $c + v + \text{surplus}$   
Dpt II  $c + v + \text{surplus}$

### Secteur capitaliste

Dpt I  $c + v + pl$   
Dpt II  $c + v + pl$

### Secteur de la petite production

Dpt I  $c + \text{fonds de consommation} + \text{surplus}$   
Dpt II  $c + \text{fonds de consommation} + \text{surplus}$

Cependant, ce schéma n'est pas adéquat pour notre projet car il ne fournit pas une idée de la façon dont chaque grandeur se répartit du point de vue de son échange entre les différents départements des différents secteurs. Un schéma plus détaillé que nous utiliserons dans ce qui suit — prenant fréquemment les deux secteurs privés ensemble — devrait avoir la forme donnée dans le tableau ci-joint.

## SECTEUR D'ETAT

	c	+ v	+ m
Département I	Part de capital constant reproduit chaque année à une échelle élargie :	Fonds de salaires	Surproduit
	a) par reproduction à l'intérieur du départ	a) partie couverte par l'échange de cli avec le secteur d'Etat	a) fonds d'accumulation 1) pour l'extension des entreprises existantes 2) pour la construction de nouvelles entreprises
	b) par échange avec les départements I des autres secteurs	b) par l'échange de cli avec les autres secteurs	b) fonds de consommation non productive de l'administration soviétique allant au cli de tous les secteurs et au c des industries de guerre
Département II	c) par les importations	Fonds de salaires	Surproduit
	Part de capital constant reproduit chaque année à une échelle élargie :		
	a) par échange avec le département I du secteur d'Etat	a) partie couverte au sein du département lui-même	a) fonds d'accumulation à l'intérieur du département lui-même
	b) par échange avec le fonds de consommation des départements I des autres secteurs	b) partie couverte par échange avec le fonds de consommation des autres départements II	b) fonds de consommation non productive du système soviétique
	c) par échange avec une partie du fonds de consommation non productive du département I		
	d) par importation		

a) La progression de la composition physique du fonds d'accumulation socialiste est claire d'après le schéma entier de reproduction.

## SECTEUR CAPITALISTE

	c	+ v	+ m
Dpt I	Comme dans le secteur d'Etat, sauf les importations	Comme dans le secteur d'Etat.	a) fonds d'accumulation b) fonds de consommation capitaliste c) fonds de consommation non productive de l'administration soviétique d) expropriation pour le fonds d'accumulation socialiste
	Comme dans le secteur d'Etat, sauf les importations	Comme dans le secteur d'Etat.	Comme dans le département I du secteur capitaliste.

Département I

Moyens de production pour la production des moyens de production	Fonds de consommation	Surproduit
a) reproduit à l'intérieur du département	a) reproduit par échange avec cII du secteur d'Etat	a) fonds d'accumulation 1) partie qui reste au sein du département 2) partie échangée contre un fonds additionnel de consommation 3) partie échangée contre des moyens additionnels de production venant d'autres secteurs
b) par échange avec cI de l'Etat et les secteurs capitalistes	b) par échange avec cII du secteur capitaliste	b) fonds de consommation non productive de l'administration soviétique
c) par les importations	c) par échange avec cII de son propre secteur	c) expropriation pour le fonds d'accumulation socialiste

Département II

Moyens de production pour la production de biens de consommation	Fonds de consommation	Surproduit
a) produit à l'intérieur du département	a) produit Intérieurement (part prédominante)	a) fonds d'accumulation 1) fonds de consommation additionnelle produit Intérieurement 2) échange contre des moyens additionnels de production d'autres départements, d'autres secteurs 3) propres moyens additionnels de production
b) reproduit par échange avec le fonds de consommation et une partie du fonds de consommation non productive de son propre secteur	b) par échange avec une partie de vII du secteur d'Etat et vII du secteur capitaliste	b) fonds de consommation non productive de la société soviétique sous forme physique
c) par échange avec la partie v et c du fonds de consommation non productive du département I du secteur d'Etat		c) expropriation pour le fonds d'accumulation socialiste
d) par échange avec une partie de v et de m du département I du secteur capitaliste		

Nous dirons quelques mots pour clarifier ce schéma, qui ne recouvre pas, même dans la forme proposée, toutes les voies par lesquelles l'échange s'effectue lors de la reproduction élargie de notre système.

Du point de vue de l'échange, le capital constant du département I du secteur d'Etat se divise en trois parties : la première est reproduite à l'intérieur même du département ; la deuxième est reproduite par l'échange avec le premier département du secteur capitaliste ou de la petite production ; la troisième est reproduite par importation de moyens de production de l'étranger. Les salaires du premier département du secteur d'Etat se divisent en deux parts : l'une est échangée contre les biens de consommation produits dans le département II du secteur d'Etat ; la seconde est reproduite par l'échange avec les départements du secteur capitaliste et de la petite production.

Le surplus du même département se divise en :

1. un fonds d'accumulation qui est réparti proportionnellement entre c et v avec un échange correspondant du v supplémentaire contre des biens de consommation ;

2. un fonds de consommation non productive ; ce dernier est consommé en nature dans le même département, mais sous la forme de moyens de production de l'industrie de guerre pendant que la partie restante est échangée avec les départements II de tous les secteurs.

Le capital constant du département II du secteur d'Etat est reproduit de la façon suivante : par échange de biens de consommation contre une partie du fonds des salaires du département I du secteur d'Etat ; par échange avec le fonds de consommation du secteur capitaliste et de la petite production (essentiellement des matières premières agricoles) ; par importation de moyens de production (à la fois sous forme de machines et sous forme de matières premières telles que le coton, la laine, le caoutchouc, les cuirs, etc.).

Les salaires du département II du secteur d'Etat se reproduisent en partie à l'intérieur du département lui-même, en partie par l'échange contre le fonds de consommation du secteur de la petite production, en partie par échange mutuel contre v II du secteur capitaliste. Le surproduit du département II du secteur d'Etat se divise de la même façon que le surproduit du département I : il consiste en un fonds d'accumulation et en un fonds de consommation non productive. Ce dernier est consommé en nature. Le premier se divise en deux parts : l'une consiste en v additionnel et est reproduite sur le modèle de v II du secteur d'Etat, l'autre permet l'achat de moyens de production et est reproduite de la même façon que le c II du secteur d'Etat.

Nous laissons sans examen approfondi l'échange entre le secteur capitaliste et les autres secteurs, bien que ce processus ne soit pas éclairci par l'analyse des départements du sec-

teur d'Etat que nous venons de faire. Il y a une différence dans la division de la plus-value. Nous avons ici la consommation de la classe capitaliste qui modifie l'échange des moyens de production contre les biens de consommation des secteurs individuels, et un prélèvement sur le surplus vers le fonds d'accumulation socialiste qui rend l'analyse de la reproduction plus complexe<sup>3</sup>.

Les moyens de production du département I du secteur de la petite production, qui est constitué de machines, bétail, semences, fertilisants, etc., de fermes paysannes engagées dans la production de cultures techniques aussi bien que d'équipements et de matières premières d'une certaine partie de l'industrie artisanale, se divisent en deux parts : l'une est reproduite à l'intérieur du département lui-même ; l'autre est obtenue par l'échange contre c I du secteur d'Etat et partiellement par les importations.

Le fonds de consommation du département I du secteur de la petite production marchande qui a physiquement la forme des moyens de production est échangé de deux façons : contre c II du secteur d'Etat et du secteur capitaliste d'une part, et contre une partie du fonds des moyens de production du département II du secteur de la petite production elle-même.

Le surproduit du département I du secteur de la petite production se divise fondamentalement en trois parties :

a) un fonds d'accumulation,

b) un fonds de consommation non productive dont la valeur est déterminée par la part que le secteur est forcé de prendre pour sa couverture,

c) et un fonds d'accumulation socialiste qui ira à l'intérieur du secteur d'Etat.

A son tour, le fonds d'accumulation consiste en :

a) des moyens de production additionnels produits à l'intérieur du département qui augmente en nature son propre c par redistribution interne, c'est-à-dire sans apport des autres secteurs ;

b) des moyens de production qui sont échangés contre

3. Nous ne posons pas encore le problème du calcul de la reproduction compliquée par le versement au fonds de l'accumulation socialiste de la plus-value du secteur capitaliste et de la plus-value de la petite production. Il y a là un problème méthodologique d'importance majeure. Pour le résoudre, nous devons nous poser le problème de la relation entre les prix intérieurs et ceux du marché mondial.

des moyens de production qui sont produits par les départements I des secteurs d'Etat et capitalistes ;

c) des moyens de production en nature qui servent comme fonds de consommation additionnel des nouveaux travailleurs ; ces moyens de production doivent cependant, pour être consommés, être échangés contre des biens de consommation du département II des trois secteurs dans la même proportion qu'est échangé le fonds de consommation total d'un département donné.

Le fonds de consommation non productive, similaire aux fonds de production non productive du département I du secteur d'Etat (à l'exception des moyens de production de l'industrie de guerre), doit être transformé en biens de consommation par échange selon les proportions respectives avec le département II des trois secteurs, remplaçant leur capital constant.

Les versements au fonds de l'accumulation socialiste comprennent la partie des impôts prélevés sur la petite production destinée à la consommation non productive (des agents de l'Etat et du réseau de distribution) et à l'accroissement des fonds de capital du secteur d'Etat, incluant les fonds d'Etat de crédit à l'agriculture. Ils comprennent ensuite cette partie du fonds de l'accumulation socialiste primitive résultant de l'échange du fonds d'exportation du produit de la petite production, surtout paysanne, aux prix intérieurs (qui sont inférieurs aux prix mondiaux) contre le fonds d'importation de moyens de production pour le secteur d'Etat aux prix intérieurs (qui sont beaucoup plus élevés que les prix mondiaux). Si nous considérons le système de la reproduction en U.R.S.S. dans son entier en termes de relations de valeur au marché mondial, nous devons inclure dans ce fonds l'actif total de la balance constituée lors de l'échange de l'output d'Etat contre l'output privé, en considérant la production du secteur d'Etat et privé en termes de prix du marché mondial et en déduisant du total la partie qui est absorbée par la consommation non productive.

Les moyens de production du département II du secteur de petite production se divisent en quatre parties : la première et la plus importante est reproduite dans le département II lui-même, dans la mesure où elle concerne essentiellement l'agriculture. Il faut inclure ici les semences sélectionnées après la moisson, la production propre d'animaux de trait, la production propre d'aliments ou de bestiaux, leur propre engrais, leurs propres bâtiments, etc. La deuxième partie est reproduite par échange contre le fonds de consommation du département I du secteur de la petite production contre le v I du secteur capitaliste. La troisième partie est échangée contre une partie du fonds des salaires du département I du secteur d'Etat. La quatrième partie est reproduite par importation.

Le fonds de consommation du département II du secteur de la petite production se divise en deux parties : la première

et la plus importante est reproduite à l'intérieur du département lui-même. La seconde, considérablement plus faible, est échangée contre une partie du fonds de salaire du département II du secteur d'Etat et du secteur capitaliste.

Le surplus du département II du secteur de la petite production se divise dans les mêmes quatre parties que le surplus du département I de ce secteur. La différence tient à tous les changements du système d'échange qui sont associés à une forme physique différente du produit total. A l'évidence, le fonds d'accumulation se divise d'abord proportionnellement en un fonds de consommation additionnelle et un fonds de moyens de production additionnels où le fonds de consommation additionnelle a la même composition que le fonds de consommation de base. La différence entre le procès de reproduction de ce fonds et la reproduction du même fonds dans le département I du secteur de la petite production consiste en ceci que dans le département I, avant que l'échange n'intervienne ce fonds a la forme physique de moyens de production qui doivent tous être échangés contre des biens de consommation, alors qu'ici (c'est-à-dire dans le département II) ce fonds a dès le début la forme de biens de consommation et, dans sa majeure partie, est aussi consommé là. Seule sa partie la plus restreinte est échangée contre des biens de consommation des deux autres départements II. A son tour, le fonds de moyens de production additionnels a la même composition que les moyens de production du département donné en général. Cela signifie qu'une partie du fonds de moyens de production additionnels est produite dans le secteur même de la petite production, alors que l'autre partie est obtenue par échange avec les autres secteurs.

Si nous considérons la consommation non productive, elle inclut, comme auparavant, cette partie du surplus d'un secteur donné qui devient le revenu de groupes qui, dans la société soviétique, représente la consommation non productive : dépenses de l'appareil d'Etat, armée, partie non productive des dépenses commerciales, etc. La différence entre le premier et le second département d'un même secteur consiste dans le fait que, dans un cas, le fonds de consommation non productive a dès le départ la forme physique de biens de consommation et n'est pas destiné à l'échange avec l'autre département comme cela est nécessaire pour le fonds de production non productive qui a la forme physique de moyens de production.

Tant que nous considérons le surproduit destiné au fonds d'accumulation socialiste, tout ce que nous avons dit par rapport au département I du secteur de la petite production s'applique sans changement au secteur II.

Le schéma de reproduction dans le système de l'U.R.S.S. que nous avons introduit nous permet de clarifier les conditions générales de proportionnalité dans une économie du type que nous considérons et durant la période examinée. Il nous faut clarifier ces conditions générales avant d'utiliser ce schéma pour une analyse des données numériques d'années particulières

et avant d'essayer de substituer des données arithmétiques concrètes ; comme celles des années fiscales 1925-1926 ou 1926-1927 aux symboles algébriques.

## PREMIERE CONDITION D'EQUILIBRE

Commençons par les conditions d'équilibre entre le secteur d'Etat et les deux secteurs privés pris ensemble du point de vue visant à assurer la reproduction élargie dans le secteur d'Etat et en faisant abstraction pour le moment de la composition physique du produit qui est échangé.

Supposons que le produit brut du secteur d'Etat soit de 12 billions de roubles tchervonetz et soit divisé de la façon suivante :  $8c + 2v + 2m$  (en 1925-1926, le produit brut du secteur d'Etat en termes de prix de production, plus les revenus des transports, communications, économie communale et forestière, plus le produit brut de la construction, égalait 1 435 billions de roubles excluant quelques rubriques mineures).

Supposons que le chiffre d'affaires du commerce avec le secteur privé en totalité égale 6 billions de roubles, c'est-à-dire que le secteur d'Etat vend au secteur privé des moyens de production, des biens de consommation et des services de transport valant 3 billions de roubles tchervonetz, et obtienne de ce dernier un montant équivalent de moyens de production, surtout des matières premières agricoles, des biens de consommation et les fonds d'exportation. Nous avons alors une égalité sans qu'il y ait de balance positive pour l'un ou l'autre secteur, c'est-à-dire sans accumulation unilatérale de surplus de marchandises non réalisées. Supposons maintenant que toute l'économie soviétique soit intégrée dans l'économie mondiale sur la base du libre jeu de la loi de la valeur et que notre industrie soit contrainte d'adopter les prix du marché mondial avec des volumes d'importation et d'exportation inchangés, c'est-à-dire en omettant pour le moment la possibilité de changements dans le volume du commerce. La totalité de l'équilibre sera alors détruite. En particulier, il y aura une perturbation de l'équilibre des relations mutuelles entre le secteur d'Etat et le secteur privé. Supposons que le produit total du secteur d'Etat soit maintenant comptabilisé aux prix du marché mondial c'est-à-dire à la moitié au maximum des prix intérieurs actuels. Si cette partie du produit du département I du secteur d'Etat (machines, carburants, pour la production de biens de consommation...) égale approximativement la partie du produit du département II du secteur d'Etat destiné à aller, en échange du dernier, dans le département I et consistant en textiles, chaussures, sucres, etc., alors la baisse obligatoire du prix ne changera pas essentiellement les proportions physiques de l'échange à l'intérieur du circuit d'Etat, à condition que le pourcentage de hausse du prix du produit des industries lourdes et légères

du secteur d'Etat ne diffère pas de façon appréciable des indices de prix des industries lourdes et légères de l'industrie mondiale (si, disons, les biens de consommation produits dans notre industrie d'Etat sont deux fois plus chers que le produit de l'industrie légère de l'économie mondiale et les prix des machines étrangères). Dans ce cas, nos trusts vendront leurs machines à notre industrie textile à la moitié du prix actuel, et en retour l'industrie textile vendra sa production destinée à la consommation des ouvriers et employés à la moitié de son prix actuel. En bref, puisque le pouvoir d'achat de la monnaie changera proportionnellement des deux côtés, la balance naturelle de l'échange restera la même, comme si les parties évaluaient leur production non pas en roubles tchervonetz mais dans une autre unité monétaire, disons par rapport au pouvoir d'achat du sterling sur le marché mondial. Des branches particulières peuvent gagner ou perdre selon que l'ampleur des déviations par rapport aux prix mondiaux diffère. Si les échanges entre le premier et le second département du secteur d'Etat ne se balancent pas et que le résidu soit couvert par un échange avec le secteur privé, le département du secteur d'Etat devrait supporter une perte importante.

Mais le changement le plus important dans ce cas affectera les relations du secteur d'Etat pris comme un tout et du secteur privé pris comme un tout. La relation entre le secteur d'Etat et le secteur privé pris comme un tout n'est en aucune manière limitée par l'importance de la balance active qui n'est pas couverte à l'intérieur par l'échange d'Etat. Le premier département du secteur d'Etat doit vendre en toutes circonstances au secteur privé une quantité de moyens de production égale en prix à cette part des salaires de ses ouvriers utilisée pour l'achat de biens de consommation d'origine paysanne, plus une partie correspondante de moyens de production pour compenser la partie de consommation non productive du département I du secteur d'Etat, excluant les moyens de production de l'industrie de guerre. Le volume d'échange du département II du secteur d'Etat avec le secteur privé est même plus important. Cet échange compense une part significative du c II du secteur d'Etat et aussi une part significative du fonds de salaire de ce département. Dans notre exemple, qui est numériquement proche de l'actuelle configuration des échanges entre le secteur d'Etat et le secteur privé pour l'année fiscale 1925-1926, les achats du secteur privé au secteur d'Etat et du secteur d'Etat au secteur privé égalent 3 billions de roubles de chaque côté.

Si le secteur d'Etat achète au secteur privé des biens évalués à 3 billions de roubles (en prix intérieurs), mais vend sa production au secteur privé (au prix du marché mondial) pour seulement 1,5 million de roubles, le secteur d'Etat n'encaissera que la moitié de ce qu'il obtiendrait dans des conditions d'échange non équivalent. Le type de perturbations que cela créerait parmi tous les secteurs dans la reproduction du secteur d'Etat est clair à la vue de notre exemple numérique. Ce manque de 1,5 billion absorbe en premier le fonds d'accumulation dans son

entier et affecte ensuite une partie de la consommation non productive. En troisième lieu, il doit conduire à une impossibilité d'assurer son propre amortissement du capital fixe et de la part du capital circulant constitué de matières premières paysannes. Au total, cela signifie un arrêt total de la reproduction élargie et, si la consommation non productive se maintient, peut rendre impossible même la reproduction simple au niveau de l'année précédente.

On aura même une perturbation plus grave si la fixation des prix mondiaux pour les matières premières et les biens de consommation produits par le secteur privé va en augmentant par rapport à la situation précédente.

Nous arrivons enfin à une première conclusion d'une grande importance : en présence de divergences entre les prix industriels mondiaux et les prix industriels intérieurs de l'économie de l'U.R.S.S., c'est-à-dire quand les prix intérieurs de l'industrie soviétique sont beaucoup plus hauts que les prix mondiaux, l'équilibre économique qui assure la reproduction élargie du secteur d'Etat ne peut exister que sur la base de l'échange non équivalent avec les secteurs privés<sup>4</sup>. Cela signifie que, les divergences de prix décrites ci-dessus étant données, la loi de l'accumulation socialiste primitive est la loi du maintien de l'équilibre du système dans son entier, d'abord par rapport à ses relations avec l'économie mondiale. Cette loi doit obligatoirement subsister jusqu'au moment où le retard économique et technologique de l'Etat prolétarien comparé aux pays capitalistes les plus avancés aura disparu.

## SECONDE CONDITION D'EQUILIBRE

Voyons maintenant la condition suivante d'équilibre du système en restant encore pour le moment dans la sphère des relations mutuelles du secteur d'Etat et du secteur privé dans son ensemble.

Prenons notre schéma numérique du secteur d'Etat et supposons qu'une nouvelle année économique commence sur la base des résultats de l'accumulation de l'année précédente. Nous supposons maintenant qu'avec un surproduit du secteur

4. Cette proposition, qui fonde ma construction de la loi de l'accumulation socialiste primitive, a suscité force lamentations de la part de mes critiques concernant « la destruction de l'alliance des travailleurs et des paysans (smychka), une politique de prix en hausse, etc., mais quand j'ai invité mes critiques à prouver que, dans l'étape actuelle du développement du secteur d'Etat, la reproduction socialiste élargie est compatible avec l'échange équivalent, je n'ai plus rien entendu. Et on peut comprendre pourquoi. La formulation que j'ai introduite ne fait que constater ce qui existe en réalité. J'essaie simplement de comprendre scientifiquement ce qui existe. Si nous avions déjà l'échange équivalent, le problème de la smychka n'existerait pas du tout.

d'Etat égal à 2 billions de roubles dont la moitié est dévolue à la consommation non productive et l'autre moitié à l'accumulation productive, et avec une augmentation du commerce du secteur d'Etat avec le secteur privé de 3 à 3,25 billions de roubles, l'équilibre du système économique dans sa totalité est assuré. Considérons maintenant le cas opposé, c'est-à-dire que l'accumulation actuelle pour une raison quelconque, soit à cause d'un déclin rapide des prix de vente non justifié par l'évolution des coûts, soit à cause d'un accroissement de la consommation non productive, n'égale pas 1 billion mais seulement 700 millions de roubles. Quelles sont les conséquences de cette accumulation insuffisante dans le secteur d'Etat ?

Il est clair que cela amènera une perturbation de la proportionnalité entre les secteurs d'Etat et privé de l'économie soviétique. Un manque d'accumulation de 300 millions de roubles signifiera l'impossibilité d'étendre la reproduction de  $c$  jusqu'aux limites nécessaires pour les deux départements, cependant que le manque de moyens de production sera égal à 240 millions de roubles. Simultanément l'expansion de  $v$  dans les deux départements du secteur d'Etat sera de 60 millions en dessous de la norme, ce qui additionné au reste signifiera une croissance ralentie du nombre de travailleurs engagés dans la production et par conséquent un accroissement relatif du chômage. Finalement, cela débouche sur une diminution de 60 millions de roubles du surplus du secteur d'Etat dans sa totalité. Par rapport au produit total du secteur d'Etat, nous aurons à la fin de l'année un manque de production de 360 millions de roubles par rapport au premier exemple. Si la part du secteur privé dans la réalisation du produit du secteur d'Etat est égale, comme nous l'avons montré, à 3,25 billions de roubles, c'est-à-dire du quart du produit brut du secteur d'Etat, un manque de 360 millions de roubles peut signifier une diminution de marchandises pour le secteur privé de l'ordre de 90 millions de roubles au minimum<sup>5</sup>.

Mais cela ne signifie rien moins que ce phénomène bien connu que nous appelons « pénurie de marchandises ». Si de ces 90 millions de roubles deux tiers sont imputés aux biens de consommation produits par le secteur d'Etat, la non-satisfaction de la demande privée, essentiellement des paysans, entraînera nécessairement un déclin de la consommation personnelle au village pour les produits de l'industrie légère d'Etat auxquels seront substitués les produits des entreprises privées ou de l'industrie artisanale domestique. On verra de la même façon la fabrication domestique des matières premières (cuir, laine, lin, chanvre) par des méthodes primitives et un ralentissement du développement économique de ce secteur. Deuxièmement, cela mènera à une baisse des ventes par les

paysans de leurs produits pour l'exportation et à une croissance de leur autoconsommation. Troisièmement, cette disposition accroîtra la divergence entre les prix de détail et les prix de gros dans le commerce intérieur, et d'abord pour l'échange privé. En ce qui concerne le troisième tiers, qui consiste en une demande insatisfaite de biens de production, si l'on considère qu'il est impossible de produire des métaux ou des appareils agricoles complexes par des méthodes artisanales, cette disproportion aura de plus graves conséquences. Elle empêchera l'agriculture d'augmenter, dans une situation de reproduction élargie, la quantité nécessaire de machines, stocks et autres moyens de production. Dans les deux départements du secteur de la petite production, la « pénurie de marchandises » amènera inévitablement — puisque les ventes ne peuvent assurer des achats — un refus de vente d'une partie du produit paysan et à l'apparition du phénomène d'une accumulation d'une offre paysanne non vendue avec lequel nous sommes déjà familiarisés. Cette disproportion ne peut être allégée que par une accumulation monétaire dans le secteur paysan qui n'est en général possible qu'avec une monnaie stable ou dont le pouvoir d'achat augmente par suite d'une chute des prix. Cependant, il est bien évident qu'une telle accumulation, si elle correspond à cette part des réserves du secteur paysan qui pourrait être transformée en moyens de production produits par le secteur d'Etat, signifie inévitablement une entrave au procès de la reproduction élargie du secteur paysan, comparée aux possibilités existantes dans le secteur paysan lui-même.

De ce qui a été dit, il ressort clairement que :

1. Le volume de l'accumulation dans l'industrie d'Etat, le niveau des prix étant donné, n'est pas une grandeur arbitraire ; il est sujet aux lois d'airain de la proportionnalité, pour révéler ce qui est l'une des tâches les plus importantes de la théorie de l'économie soviétique et de la pratique de la planification de la vie économique.

2. Une perturbation du minimum nécessaire de l'accumulation n'est pas seulement un coup porté à l'économie d'Etat et à la classe ouvrière, mais retarde aussi le développement du secteur paysan en restreignant artificiellement le taux de croissance de la reproduction élargie dans l'agriculture.

Reprenons maintenant la même question, mais sous un angle différent : examinons ce que certains économistes qui dressent des analogies formelles entre le système soviétique et le système capitaliste, et qui tombent dans le philistinisme petit-bourgeois, essayaient à un moment de nommer suraccumulation dans l'industrie d'Etat et fuite en avant de l'industrie. Pour commencer, il faut préciser ce que nous entendons par « suraccumulation ». Si cela signifie une relation entre la production et la consommation dans une société prise dans son

5. Nous disons minimum car la demande de la ville pour la production du secteur d'Etat est naturellement satisfaite la première et, dans le cas que nous considérons, le déficit peut pour sa plus grande part être transféré sur la demande du secteur privé.

ensemble telle que les nouveaux moyens de production mis en service dans les deux départements amènent finalement un accroissement de la production de biens de consommation qui ne puisse pas être absorbé par le marché aux prix existants, et telle que, en conséquence, l'accumulation dans le premier département devient inutile, alors un tel phénomène est fort bien connu dans l'économie capitaliste et doit inévitablement entraîner une crise de mévente, la ruine de nombreuses entreprises dans les deux départements, une baisse des prix et une chute du taux de profit. Dans le cas théoriquement possible où notre secteur d'Etat, sur la base de l'accumulation de l'année précédente, offrirait des biens de consommation en excès par rapport à la demande effective des travailleurs et du secteur privé, les prix planifiés étant donnés, la situation serait bien moins sérieuse que dans une économie capitaliste pour les raisons suivantes. Parmi les prémisses de l'équilibre dynamique de notre système, on peut noter entre autres :

1. la croissance des salaires des travailleurs ;
2. le déclin tendanciel des prix industriels ;
3. le rééquipement et l'expansion de toute la base technologique du secteur d'Etat.

L'apparition d'une crise de mévente doit, dans ces conditions, signifier une des trois choses suivantes :

1. Nous avons estimé incorrectement les rythmes de réalisation du programme par rapport aux deux premiers points. L'équilibre peut alors être rétabli soit en augmentant les salaires au-dessus des salaires planifiés, soit, radicalement, en abaissant plus rapidement que le plan ne le prévoyait les prix des biens de consommation produits par le secteur d'Etat. La disproportion peut dans ce cas être éliminée très rapidement et sans secousses particulières, et la « suraccumulation » deviendra simplement une crise du plan de production et de son estimation incorrecte du temps nécessaire pour accomplir les deux premières tâches. De plus, il ne faut pas oublier que, avec notre pénurie générale de réserves de crédit, de réserves de production et de réserves commerciales, la disproportion ne peut pas s'éterniser comme en régime capitaliste et que sa liquidation commencera nécessairement beaucoup plus tôt, avant que le processus aille trop loin. Les conséquences pernicieuses de l'erreur dans les calculs de planification dont nous avons discuté apparaîtront plus tard, en ce sens que la troisième des tâches mentionnées ci-dessus sera retardée.

2. Nous avons incorrectement calculé le moment de la réalisation de la troisième tâche, c'est-à-dire que nous avons étendu la production des biens de consommation aux prix donnés au-delà du volume autorisé par la préparation de toute la base

technologique du secteur d'Etat et par le niveau de rationalisation du travail par rapport à l'abaissement des coûts, l'abaissement des prix de vente ou, dans le plus mauvais des cas, l'accroissement des salaires seuls. Dans une telle situation, la « suraccumulation » devient le résultat d'une distribution incorrecte des forces productives dans le secteur d'Etat, le résultat d'un retard dans le processus de rééquipement de l'industrie et dans le développement général de l'économie tout entière. Ce que nous avons ici, c'est une disproportion interne au secteur d'Etat et non pas une « suraccumulation » du point de vue des relations mutuelles du secteur d'Etat et du secteur privé. La solution d'une telle crise, soit en abaissant les prix — ce qui signifie une baisse économiquement injustifiée des coûts —, soit en maintenant les prix et en gardant une partie de la production sous forme d'un fonds non liquide, peut temporairement entraver le procès de la reproduction élargie. Ce manque de correspondance continuera jusqu'à ce qu'un réajustement dans l'allocation des forces productives rétablisse l'équilibre.

3. Que la reconstitution du capital fixe qui s'effectue de façon discontinue utilise une telle quantité de moyens de production pour la production de moyens de production qui ne produiront que plusieurs années plus tard, que tout ceci retarde la croissance du fonds de consommation de la population et, entraînant une pénurie de biens, va à l'encontre du processus de baisse des prix. Dans ce cas, nous n'aurons pas une suraccumulation générale (sinon cela entraînerait une pénurie de biens, même par rapport aux biens de consommation) dans le secteur d'Etat, mais une distribution non proportionnelle dans le temps des tâches particulières de la reproduction élargie. Dans notre cas, nous aurons devant nous non pas tellement une erreur dans l'établissement du plan en tant que résultat de la transition entre ce que l'on nomme la période de restauration et la période de reconstruction. Nous aurons devant nous les conséquences normales d'une situation où le capital fixe du pays, diminué de façon significative par la faiblesse des amortissements des années précédentes, est remplacé, vu la limitation des relations avec l'économie mondiale et la pénurie générale d'accumulation interne sous la forme naturelle de moyens de production. Ce qui a l'apparence externe d'une suraccumulation dans l'industrie lourde est en fait une forme particulière de l'insuffisance de l'accumulation dans la totalité du secteur d'Etat. La nature même du remplacement du capital fixe dans les conditions que nous avons décrites ici est telle que ce processus doit être discontinu. Si l'on veut accroître, disons de 100 millions de roubles, le produit annuel de biens de consommation dans l'industrie légère d'Etat, on doit commencer par accroître la production de biens de production de 400 à 500 millions. Cela peut retarder temporairement la progression nécessaire de la production de biens de consommation, créer une pénurie de biens d'une nature par-



ticulière et retarder l'abaissement des prix, en particulier si un changement dans la structure du budget paysan amène un accroissement de la demande de biens de consommation par rapport à la situation d'avant-guerre. Mais d'un autre côté, cela permettra quelques années plus tard de réduire les coûts de production, d'abaisser les prix de vente et d'accroître rapidement le fonds de consommation. Au lieu d'une baisse régulière des prix, disons de 2 à 3 % par an, et d'une croissance régulière de la production de biens de consommation, disons de 6 à 7 % par an, nous atteindrons le même résultat en trois ans ou quatre ans, mais d'une façon plus discontinue. Si nous ignorons les difficultés politiques de cette période, les effets pernicioeux d'un tel développement du secteur d'Etat peuvent être réduits jusqu'au moment où la production du secteur paysan pour l'exportation est retardée et la production des cultures techniques devient inférieure à ce que demande le développement rapide de l'industrie légère d'Etat. Cette dernière difficulté, dans la mesure où elle concerne notre économie, est encore pour sa plus grande part à venir, bien que la diminution artificielle des exportations agricoles soit déjà en train d'apparaître. Du point de vue de la progression générale des secteurs d'Etat, le cas que nous analysons ne signifie pas une crise de suraccumulation ou de surproduction au sens précis du terme, mais seulement l'impossibilité physique d'organiser harmonieusement le développement de tous les aspects de la reproduction élargie **au cours du temps**.

Durant la transition de la période de restauration à la période de reconstruction, une telle situation est pourtant généralement inévitable, car la transition elle-même, comme nous le verrons plus en détail par la suite, implique un changement rapide de toutes les proportions de l'allocation des forces productives du pays. Le fait que les nouveaux plans ne recommencent à produire que trois ou quatre ans après le début de leur mise en route est le résultat d'une nécessité technique beaucoup plus qu'économique. Un délai d'abord, puis un saut en avant sont inévitables. Eviter cette discontinuité ne saurait devenir possible que sur la base d'un accroissement des exportations et des emprunts à l'étranger. La raison pour laquelle ce dernier moyen est impraticable est précisément le fait que dans notre pays ce n'est pas seulement la grande production qui s'installe, mais la grande production socialiste, et que le monde capitaliste n'est guère enclin à lui porter son aide.

Nous arrivons ainsi à la conclusion que le volume de l'accumulation dans le secteur d'Etat n'est pas une grandeur arbitraire en quelques années que ce soit, et qu'un certain minimum d'accumulation doit être obligatoirement atteint eu égard aux proportions de la distribution des forces productives entre le secteur d'Etat et le secteur privé ainsi qu'à un certain niveau de relations avec l'économie mondiale. Deuxièmement, nous concluons que la suraccumulation dans le secteur d'Etat, si nous considérons la tâche immense d'un rééquipement rapide et de l'entretien du capital fixe de l'industrie (des décennies ne

suffiront pas à accomplir cette tâche), est pourtant généralement impossible. Ce rééquipement représente un véritable marché domestique d'une capacité colossale, même si nous ignorons la croissance du marché domestique impliqué par la croissance de la demande des secteurs privés de notre économie. On ne peut pas dès lors parler d'une crise de suraccumulation dans le secteur d'Etat, dont le but n'est pas la production de la plus-value, mais d'une sous-accumulation colossale, reflétée aussi par le retard du développement du secteur paysan. Nous devons aussi parler de sous-accumulation dans la sphère de la production paysanne des matières premières industrielles. Nous devons tenir compte de cette disproportion quand nous analyserons la composition physique des échanges entre l'Etat et le secteur privé.

Il faut aussi constater que les deux conditions générales d'équilibre que nous venons d'examiner diffèrent entre elles par l'aspect suivant : l'équilibre d'échanges non équivalents dans des conditions de divergences des prix internes et des prix mondiaux, c'est-à-dire l'équilibre d'une économie régie par la loi de la valeur, est une caractéristique spécifique de notre économie, la loi de notre existence en tant que système soviétique durant la période de rattrapage de notre arriération économique par rapport au capitalisme développé. L'équilibre est atteint en tant que résultat d'une lutte constante entre la production collective encore arriérée du seul pays dirigé par la dictature du prolétariat et le monde capitaliste ainsi que les éléments capitalistes et petit-bourgeois de notre propre économie. Un équilibre de ce type est un équilibre instable de lutte entre deux systèmes et il est atteint non pas sur la base de la loi de la valeur à l'échelle mondiale, mais sur celle d'une violation constante de cette loi, d'une rupture définitive avec le marché mondial, du retrait de la sphère de la régulation par le marché mondial, sinon entièrement, du moins en partie, d'une superficie économique énorme.

Les choses sont bien différentes quand nous considérons la seconde condition d'équilibre, c'est-à-dire les proportions de l'accumulation dans le secteur d'Etat nécessaires au maintien de l'équilibre du système, dès lors que la première condition a été assurée pour quelque temps. Le maintien de l'équilibre dans un organisme économique divisé en un système de production collective et un système de production privée entraîne dans un type de conflit différent la politique de planification de l'Etat guidée par la loi de l'accumulation primitive et la loi de la valeur. Si nous ne définissons pas, au travers de la planification, les proportions requises de la distribution des forces productives, le rapport entre les indices de prix intérieurs et les indices de prix mondiaux, étant donné la loi de la valeur, surgira dans la sphère de la régulation du processus économique et, acculant le principe de planification à une retraite chaotique, empiétera sur ces proportions spécifiques de la distribution du travail et des moyens de production qui seront le

résultat de l'existence du secteur collectivisé de l'économie — proportions qui n'assurent pas simplement une reproduction élargie d'un système de type soviétique.

### TROISIEME CONDITION D'EQUILIBRE

Voyons maintenant la troisième condition d'équilibre qui est reliée à l'importance de notre participation à la division mondiale du travail et sous des conditions spécifiques de réalisation de ces relations.

Considérons notre précédent exemple numérique qui concerne la reproduction dans le secteur d'Etat. Maintenant, pour exposer notre problème, il nous faut diviser le produit annuel du secteur d'Etat en deux départements. Supposons que la distribution des forces productives et de la production entre les deux départements soit la suivante : département I = 40 %, département II = 60 %<sup>6</sup>.

Pour ne pas trahir la réalité, nous supposons de plus que la composition organique du capital dans le département I est plus basse que dans le département II (contrairement au schéma marxiste ; j'y reviendrai). Le rapport de  $c$  à  $v$  dans le département I est de  $3/2$  et dans le département II de  $2/1$ . Supposons encore que le surplus égale 100 % des salaires et se divise dans les deux départements en deux parties égales : l'une est consacrée à l'accumulation dans le département même, l'autre au fonds de consommation non productive de la société soviétique. Le schéma complet aura alors la forme suivante :

- (I)  $2\ 100\ c + 1\ 400\ v + 1\ 400$  surproduit (700 au fonds d'accumulation et 700 au fonds de consommation non productive) = 4 900
- (II)  $3\ 550\ c + 1\ 775\ v + 1\ 775$  surproduit (887,5 fonds d'accumulation et 887,5 fond de consommation non productive) = 7 100

Même un regard rapide sur ce schéma montre une différence majeure par rapport aux schémas correspondants de Marx pour la production capitaliste.

Ici, le  $c$  II du secteur d'Etat n'est pas considérablement plus élevé que la somme des salaires et de la consommation non productive du département I du secteur d'Etat, mais elle est aussi plus importante que les salaires et le surproduit dans

son entier du département I. Tout ceci n'a rien que de naturel dans un pays agricole où une grande part du  $c$  II du secteur d'Etat est reproduite par échange avec le secteur de la petite production qui fournit notre industrie légère en moyens de production tels que le coton, le lin, le chanvre, le cuir, la laine, les betteraves à sucre, les graines oléagineuses pour nos fabriques d'huile, le grain pour les moulins, les patates pour l'industrie de l'alcool, etc. Supposons qu'une moitié de  $c$  II du secteur d'Etat, soit 1 775  $c$ , est reproduite par échange avec le secteur privé, c'est-à-dire que nous commençons par prendre un schéma qui grossit le volume actuel de la reproduction de  $c$  II par échange avec le secteur de la petite production. Nous demandons maintenant comment la seconde partie de  $c$  II peut-elle être reproduite ?

Pour la reproduction de cette moitié, nous avons d'abord le fonds des salaires du département I égal à 1 400. Cependant, la totalité de cette somme ne peut pas aller au remplacement d'une moitié de  $c$  II car une partie des salaires du département I doit être échangée contre des biens de consommation paysans. Supposons que ce dernier échange utilise un tiers<sup>7</sup> de 1 400, soit 466,67. Il reste pour l'échange contre  $c$  II un fonds de 933,4 qui a la forme physique de moyens de production. De plus, puisque 700 du surproduit est destiné à l'accumulation du département I, il reste du surproduit pour l'échange avec le département II des autres secteurs un fonds de consommation non productive égal à 700. Si nous prenons la même proportion d'échange de ce fonds avec le département II du secteur d'Etat d'une part, et avec le secteur privé d'autre part, c'est-à-dire si nous supposons que  $2/3$  ou 467 vont au département II du secteur d'Etat pendant que le reste, 233, va au secteur privé, le fonds d'échange total du département I du secteur d'Etat qui remplace une moitié de  $c$  du département II sera égal à  $933,4 + 467 = 1\ 300,4$ , ou en arrondissant 1 300, alors qu'il faut remplacer 1 775. Il y a un déficit de moyens de production dans le secteur d'Etat égal à 455 millions.

Si nous supposons que ce déficit soit comblé d'une manière ou d'une autre, il nous suffit de construire un schéma de reproduction élargie pour l'année suivante sur la base des données du schéma initial pour voir comment la disproportion que nous avons notée persistera, diminuant sous certaines conditions, s'accroissant sous d'autres. Par la force des choses, des 887,5 du surproduit du département II destinés à l'accumulation 295,8 iront augmenter  $v$  et 519,7 iront augmenter  $c$ . Ainsi  $c$  II sera égal à 4 141,7 et la part couverte par l'échange avec le département I sera égale à 2 070,8. Simultanément, le fonds d'échange du département I augmente proportionnelle-

6. En 1925-1926, la production de biens de consommation égalait 58,8 % et la production de biens de production 41,2 % du produit total de notre industrie. Les données correspondantes pour 1913 et 1924-1925 présentées dans « les tableaux de contrôle » pour 1926-1927 me semblent incorrectes ; j'y reviendrai plus loin.

7. Une étude des budgets des travailleurs donne 40 % et plus, c'est-à-dire plus que la proportion que nous avons choisie. Cependant, si nous considérons la transformation du grain en farine et en pain dans les moulins d'Etat, le volume des coupes de bois industrielles de l'Etat, etc., le chiffre que nous avons choisi ne sera pas très loin de la réalité.

ment vu la croissance de  $v$  et la croissance de la consommation non productive, et la part du fonds qui doit remplacer  $c$  II sera maintenant de 1 680 au lieu de 1 300. Cela signifie que, l'année suivante, le déficit des moyens de production sera égal à  $2\,070,8 - 1\,680 = 390,8$  millions, au lieu de 445 — avec le même taux de croissance de la consommation non productive. Et inversement, la conservation du même volume absolu de consommation non productive doit accroître la disproportion car la conservation du même volume, ou la décroissance du taux de croissance de la consommation non productive, entraînera une diminution du fonds d'échange du département I du secteur d'Etat au moment même où  $c$  II du secteur d'Etat augmente relativement. Le problème a été posé selon que la disproportion que nous avons observée est le résultat des relations numériques que nous avons pris comme illustration (bien que nos proportions puissent être proches des proportions actuelles) ou bien qu'elle représente une disproportion réelle de notre économie.

Il ne peut y avoir aucun doute que l'illustration que nous avons choisie illustre précisément la disproportion réelle qui existe dans notre économie et qui est causée par :

1. l'interruption des investissements en capitaux étrangers dans notre industrie ;
2. la baisse de la consommation non productive de la classe bourgeoise ;
3. le manque d'amortissement du capital fixe dans les années précédentes ;
4. le retrait d'une partie des moyens de production pour la construction de nouveaux plans qui ne rapportent aucun produit ;
5. la nécessité générale d'un développement plus rapide de l'accumulation dans le département I suivant les conditions de l'industrialisation du pays.

Et ainsi nous observons une croissance continue et rapide du manque de moyens de production dans notre secteur d'Etat. Le problème est maintenant posé : quel rôle le commerce extérieur — qu'il nous faut maintenant introduire dans notre analyse — peut-il jouer dans la liquidation de cette disproportion ? Ce rôle est d'une importance exceptionnelle. Supposons que le manque de moyens de production dans le département II signifie un déficit en machines pour l'industrie légère, pour l'industrie électrique, pour l'industrie chimique de base, etc., et que le déficit pour l'industrie lourde se traduise par un manque d'équipements pour l'industrie pétrolière, pour les machines-outils ou les turbo-générateurs à grande capacité et autres équipements de métallurgie ferreuse et non ferreuse, que pou-

vons-nous attendre de l'introduction du commerce extérieur ?  
Quand nous introduisons les importations, nous pouvons en attendre ceci :

1. L'industrie légère, au lieu d'interrompre son développement et d'attendre le moment où le département I sur la base de son propre développement pourra lui procurer les éléments nécessaires de  $c$ , comble son déficit immédiatement en faisant appel à l'étranger, c'est-à-dire que le problème du temps est résolu, alors que la solution du problème par la voie longue et difficile du développement domestique du département I signifierait une amplification de la crise et un amoncellement des difficultés les unes sur les autres, y compris les difficultés de l'échange entre le secteur d'Etat et le secteur privé. Par rapport à cette relation, il nous faut garder à l'esprit une autre circonstance d'une exceptionnelle importance : si l'industrie légère, en vue d'accroître son produit de 100 unités, doit accroître son capital constant de façon correspondante — dans le cas présent par la partie de ce dernier reproduite dans le département I —, mais si c'est précisément sur les moyens de production destinés à l'industrie légère qu'il y a une pénurie générale dans ce département, alors les achats additionnels de l'industrie légère ne peuvent être satisfaits que par la construction de nouvelles entreprises d'industrie lourde. Mais cette construction prend nécessairement sur le fonds général d'accumulation du secteur d'Etat, pendant la période de construction, des montants de plus en plus élevés de ressources chaque année, par rapport à la valeur des moyens de production nécessaires pour fournir l'industrie légère en éléments additionnels de capital fixe. L'accroissement de 1 000 du capital constant du département II doit impliquer simultanément un investissement dans le département I de 400 ou 500 éléments en capital nouveau. Par contre, en nous tournant vers le marché mondial, nous pouvons résoudre ce problème directement et sans délais en important les moyens de production nécessaires au département II.

2. L'industrie lourde, plutôt que d'attendre que sa propre pénurie de moyens de production soit couverte par son développement interne et plutôt que d'équiper de nouvelles entreprises avec du matériel de sa propre production, qui demanderait un délai important pour la mise en fonctionnement des nouvelles entreprises et entraînerait une crise à l'intérieur du département I lui-même aussi bien que dans ses relations avec le département II, tranchera le problème en important de tels équipements dont la production domestique intensifierait la crise et transporterait l'accumulation qui est inadéquate de toute façon dans les entreprises dont la construction, si des relations avec l'économie mondiale existent, n'est en aucune façon d'importance essentielle.

3. Les secteurs de l'industrie lourde et légère ne ré-

solvent pas seulement l'aspect temporel du développement de leur propre production, mais aussi, jusqu'à un certain degré, la question extrêmement importante de l'accumulation aux dépens du secteur privé. Par la force des choses, dans notre exemple, le secteur d'Etat a un déficit de moyens de production pour remplacer son capital fixe de l'ordre de 400 millions de roubles en termes de prix intérieurs. Pour couvrir ce déficit, notre Etat n'a à exporter disons que pour 200 millions de roubles ou 100 millions de dollars de biens de consommation produits par le secteur paysan. Cet équipement étranger, qui coûte en termes de prix mondiaux 100 millions ou 200 millions de roubles tchernovetz, coûterait 400 millions de roubles dans notre pays si nous tenons compte des différences entre nos prix industriels intérieurs et les prix étrangers. En conséquence, en important des moyens de production, nous utiliserons la différence entre les prix intérieurs et les prix mondiaux, et nous accumulerons automatiquement du capital fixe dans notre industrie développée.

Et de telles relations avec le marché mondial, en résolvant le problème temporel de la reconstruction et de l'expansion du capital fixe des deux départements du secteur d'Etat, résolvent aussi jusqu'à un certain point l'aspect physique du problème de l'accumulation à savoir au moyen de l'accumulation socialiste primitive.

Mais il y a une autre disproportion qui peut être couverte par les importations. Cela concerne le remplacement sous forme physique d'une certaine partie des éléments de  $c$  II dans la mesure où la production domestique des matières premières est insuffisante pour certaines branches. Nous retarderions de plusieurs décennies le développement de notre industrie textile si nous attendions le développement de notre propre coton pour satisfaire toute la demande de cette industrie en matières premières.

En plus des cas déjà énumérés, les importations sont absolument nécessaires quand une matière première (par exemple le caoutchouc naturel) ou un bien de consommation particulier (le café) ne peuvent absolument pas être produits pour des raisons naturelles. Mais je ne discuterai pas de cet aspect de nos relations avec le marché mondial, car dans ce cas il est avantageux et nécessaire de participer à la distribution mondiale du travail en général, sans tenir compte de la structure de l'économie et de son degré de développement. Je ne parle que des moyens de production que nous pouvons produire nous-mêmes et dont la production domestique sera accrue, mais qui, au stade actuel du développement du secteur d'Etat, doivent être importés si l'on veut préserver l'équilibre du système de la reproduction socialiste élargie au premier plan et les intérêts de l'accumulation de capital fixe en seconde place. Ainsi nous parvenons à la conclusion que la troisième prémisse de l'équilibre dans notre système est la maximisation de nos relations avec l'économie mondiale, construite selon la nature très spéciale de nos exportations et importations. Dans les

conditions d'un déficit général de la production domestique de moyens de production, en particulier dans les conditions d'un retard relatif de l'industrie lourde, par rapport aux besoins des marchés domestiques, d'Etat et privés, et comparés avec le taux d'industrialisation général nécessaire du pays, nos importations planifiées de moyens de production doivent être d'une importance telle et d'une composition physique telle qu'elles puissent servir pour ainsi dire de régulateur automatique de tout le procès de la reproduction, élargie sans cesser d'être une source d'accumulation<sup>8</sup>.

#### QUATRIEME CONDITION D'EQUILIBRE

La quatrième condition d'équilibre de notre système économique concerne la proportionnalité de la distribution du travail, et en particulier la proportionnalité de l'échange entre le secteur d'Etat et le secteur privé interne à la fois du point de vue de la composition physique de cet échange. On suppose que l'équilibre de l'échange de valeur est compris au sens précédent, c'est-à-dire comme échange non équivalent, comme échange en tant que mécanisme de l'accumulation socialiste. Pour plus de clarté dans l'examen de cette quatrième condition d'équilibre, nous prendrons notre exemple numérique précédent qui concerne le secteur d'Etat en le combinant avec le schéma arithmétique de la reproduction du secteur privé ; pour simplifier, nous ne diviserons pas le secteur privé en deux sous-secteurs, capitaliste et petite production, comme nous devrions le faire pour une analyse plus détaillée. Comme pour le secteur d'Etat, nous introduisons une division du surproduit du secteur privé en deux secteurs : un fonds d'accumulation actuelle et un fonds de consommation non productive dans chaque département.

Nous supposons que le volume actuel de la production du secteur privé dans son entier est de 17 billions de roubles<sup>9</sup>.

8. Bien sûr, la disproportion ci-dessus pourrait aussi être résorbée du point de vue du secteur privé et de ses intérêts par des importations de biens de consommation de l'étranger. Mais il est bien clair qu'une telle solution du problème signifierait un retard sérieux sinon une liquidation de la reproduction socialiste élargie. Généralement parlant, bien des problèmes du secteur privé pourraient être résolus par la liquidation de l'industrie socialiste ou même par la simple liquidation du monopole du commerce extérieur. Toute la lutte entre secteur d'Etat et secteur privé au sein de l'économie soviétique se réduit finalement à la question des bases de l'équilibre qui peuvent être trouvées pour l'économie soviétique ; soit l'intégration dans l'économie mondiale « sous les conditions générales », c'est-à-dire sur la base de la loi de la valeur ; soit d'une nouvelle façon, sans précédent dans l'histoire économique, au travers d'importations planifiées subordonnées à la tâche de l'accumulation socialiste primitive.

9. Pour l'année fiscale 1925-1926, le produit total du secteur privé selon les relevés statistiques du Gosplan égalait, en termes de prix à la production, 16,397 millions de roubles.

Supposons que ce produit brut se divise entre les deux départements du secteur privé selon le schéma suivant :

(I)  $2,200 + 2,200$  fonds de consommation +  $1,100$  surproduit =  $5,500$

(II)  $3,300 + 6,600$  fonds de consommation +  $2,100$  surproduit =  $12,000$

Le département I inclut la production de cultures techniques paysannes aussi bien que les matières premières en général et, dans l'artisanat et l'industrie fermière, les entreprises qui produisent des moyens de production tels que les ateliers privés de forge, les ateliers de réparation, la production artisanale d'outillage agricole, roues, charrettes, matériel de transport destiné à des fabrications ultérieures, etc.

Le département II comprend toute la production de biens de consommation de l'agriculture qui est la part essentielle du produit total de ce département : labourage, élevage (production de lait, beurre, fromages), poissonnerie, manufacture de vêtements, etc. Ce département inclut aussi la production artisanale ou capitaliste de vêtements, l'industrie privée du cuir, l'industrie privée de l'alimentation, etc.

Ayant divisé ainsi l'agriculture en deux départements, nous devons toujours garder à l'esprit que cette division est une abstraction méthodologique. Le même paysan indivisible appartient souvent simultanément aux deux départements car il ne produit jamais exclusivement des biens de consommation, mais aussi nécessairement quelques moyens de production. D'autre part, une ferme qui se spécialise dans les cultures industrielles produit toujours quelques biens de consommation.

La reproduction dans le département I se déroule de telle sorte qu'une partie des moyens de production de l'agriculture, qui produit des matières premières aussi bien que des moyens de production artisanaux ou fermiers, est produite à l'intérieur même du département I du secteur privé. Ceci comprend la production de graines de lin, de coton, de betteraves à sucre, de chanvre, etc., que l'on doit planter pour produire plus tard du coton, des betteraves à sucre, du lin, etc. Le même secteur offre du bétail de trait, leurs aliments et des produits animaux (une partie de la production de matières premières ; le mouton qui procure la laine est un moyen de production de la laine, et un accroissement du nombre de moutons est une production d'équipements utilisés dans la production de la laine). Mais il reste une autre partie des moyens de production qui ne peut être obtenue que du département I du secteur d'Etat. Ceci comprend le métal et le charbon pour le forgeron et les ateliers de réparation, les machines agricoles pour la production paysanne de matières premières, les engrais artificiels, les transports par rail et par eau qui servent à remplacer c I du secteur privé, etc. La question suivante se pose : le département I du secteur d'Etat représenté par la construction de machines, l'industrie

de pétrole, la métallurgie, la construction de centrales électriques, l'électricité, etc., achète très peu au département I du secteur privé, en tout cas moins que ce que le secteur privé doit acheter à l'industrie lourde. Mais tout ce que l'industrie lourde vend pour reconstituer son fonds de salaire implique l'existence d'un montant correspondant de biens de consommation que le département I du secteur privé ne peut fournir. De là la complexité extrême du système global de reproduction que Marx n'analyse pas directement dans les excellents chapitres concernant l'accumulation du second volume du **Capital**, car il se sert des hypothèses d'une reproduction purement capitaliste où l'équilibre général des échanges s'exprime par la relation de c II et de son taux de croissance à la somme  $v + (m/x)$  de I et son taux de croissance. Cette partie du c I du secteur privé, qui n'est pas couverte par la production interne des moyens de production de ce secteur et par l'échange interne avec c I du secteur d'Etat, doit aussi tomber dans le département I du secteur privé, au travers de la réalisation du fonds de consommation non productive du département I du secteur d'Etat. Ce problème peut aussi être partiellement résolu au moyen du commerce extérieur : lin, chanvre, laine brute, soies, etc., sont exportés, ce qui permet d'obtenir le montant nécessaire de moyens de production.

Nous voyons alors que la reproduction d'une partie de c I du secteur privé représente une tâche complexe, qui peut être résolue en faisant intervenir dans l'échange tous les départements de tous les secteurs, et tout d'abord par le canal de la consommation non productive et du commerce extérieur. Il ne suffit pas que la part de c I du secteur privé dont nous parlons, et qui a initialement la forme physique de matières premières industrielles, disons de moyens de production de l'industrie privée, soit vendue, mais il faut aussi que la monnaie obtenue puisse acheter en quantité suffisante les moyens de production nécessaires. La pénurie systématique de moyens de production que nous avons établie ci-dessus, surtout dans la formation de capital fixe — une pénurie qui caractérise la période de reconstruction des bases technologiques du secteur d'Etat —, doit s'accroître encore en conséquence de cette disproportion dans l'échange de c I du secteur d'Etat contre c I du secteur privé que nous venons de noter.

Le fonds de consommation du département I du secteur se compose, jusqu'à ce que l'échange ait lieu, des mêmes éléments, c'est-à-dire des matières premières industrielles de toutes sortes produites par l'agriculture aussi bien que de moyens de production d'origine artisanale : le produit du forgeron, la coupe de bois pour fabrication ultérieure, etc. Une partie de ces moyens de production est réalisée dans le même secteur privé, une partie sert à la reproduction de c II du secteur privé, qui figure dans notre schéma pour  $3\,500$  c. Le département II du secteur privé procure des biens de consommation lors de l'échange avec le département du même secteur. La deuxième partie des moyens de production du département I du secteur

privé qui remplace le fonds de consommation va au département II du secteur d'Etat sous forme de matières premières pour l'industrie textile, l'industrie du cuir, l'industrie du sucre, de l'alcool, etc., et est échangée contre des textiles, des chaussures, du sucre, etc.

Le surproduit du département I du secteur privé, dans la mesure où nous sommes concernés par sa partie principale et la plus intéressante, le surproduit dans la production de cultures techniques, est constitué de trois parties : premièrement, le fonds de consommation non productive sur lequel sont prélevées une partie des taxes d'Etat, les droits commerciaux, etc. ; deuxièmement, le fonds d'accumulation productive du même département ; et troisièmement, un fonds qui va à l'accumulation socialiste du secteur d'Etat. Dans notre exemple, le surproduit total du département I du secteur privé égale 1 100 millions dont 500 vont au fonds d'accumulation, 400 au fonds de consommation non productive et 200 au fonds de l'accumulation socialiste.

En ce qui concerne le fonds de consommation non productive, il doit être échangé dans sa plus grande part contre les biens de consommation du département II des secteurs d'Etat et privé, car les moyens de production ne sont pas consommés de façon personnelle. Le canal d'un tel échange est la reproduction de c dans les trois départements II de tous les secteurs de l'économie. Le fonds d'accumulation de 500 millions doit aussi être divisé en deux parties complètement différentes : 1. un fonds de biens de consommation additionnels pour la reproduction élargie, c'est-à-dire cette part des 500 millions qui doit être échangée contre des biens de consommation et sert comme le fonds de consommation pour les nouveaux travailleurs qui seront employés dans la production ; 2. un fonds de moyens de production additionnels au sens propre. Si nous supposons que la division entre le fonds de consommation et le fonds de moyens de production s'effectue dans les mêmes proportions que l'année précédente, alors le fonds d'accumulation de moyens de production sera égal à 250 millions. Considérons maintenant les éléments constituant ce dernier schéma. La plus petite partie de ces 250 millions consistera en ces moyens de production que le département I du secteur privé doit acheter au département I du secteur d'Etat, c'est-à-dire à l'industrie lourde d'Etat. La part la plus importante est constituée de moyens de production qui sont produits dans l'agriculture et sont ajoutés, en s'exprimant inexactement, au capital de production. Ceci inclut : 1. les semences de cultures techniques obtenues dans le département même et allant à l'extension des zones plantées ; 2. la reproduction élargie de bétail, fourrage et engrais ; 3. des améliorations de toutes sortes destinées à étendre les aires cultivées en cultures techniques et à accroître la fertilité ; 4. la construction de fermes de bois par les propres moyens des paysans ; 5. des moyens de production additionnels obtenus dans le département lui-même, mais par voie d'échange avec l'industrie privée et artisanale,

Il est clair que la reproduction élargie des cultures techniques, dans la mesure où elle requiert des moyens de production du secteur d'Etat, est plus profondément liée dans son développement aux conditions de reproduction et d'accumulation de l'industrie lourde d'Etat. Mais, d'un autre côté, le département II du secteur d'Etat est intimement dépendant en ce qui concerne la reproduction élargie de la reproduction élargie des cultures techniques qui forment ses matières premières essentielles. Ainsi, tout bien considéré, la reproduction élargie du département II du secteur d'Etat demande prioritairement la reproduction élargie du département II du secteur privé et spécialement de la production de cultures techniques, alors que la reproduction élargie de cultures techniques implique prioritairement la reproduction élargie de cette partie du département I du secteur d'Etat qui lui fournit les moyens de production additionnels nécessaires. Il est donc de l'intérêt général de l'industrie légère d'Etat et de la production paysanne de cultures techniques que l'accumulation dans l'industrie lourde, qui doit toujours précéder la reproduction élargie de ces branches, soit aussi rapide que possible.

Introduisons un exemple supplémentaire que l'on trouve souvent dans un pays agricole et qui est relié à la question que nous considérons. Comme on le sait, le processus d'accumulation dans notre agriculture accompagne de façon discontinue les années de bonne récolte. Des centaines de milliers de fermes paysannes arrivent à « se tenir à flot » les années de bonne récolte et accroissent leurs moyens de production dans une mesure telle qu'elles ne peuvent plus recommencer pendant cinq ans ensuite. Supposons que nous avons une récolte de lin, coton, oléagineux, etc., au-dessus de la moyenne. En conséquence, l'agriculture est capable d'allouer au fonds d'accumulation un montant de ressources qui excède l'apport annuel usuel d'accumulation. Ceci entraîne à la fois une demande accrue — entre autres choses — pour les moyens de production du secteur d'Etat et une demande accrue pour les moyens de production produits par l'artisanat. Cependant, puisqu'il n'y a pas de bonnes récoltes de machines, métaux, etc., dans l'industrie lourde, la demande de moyens de production additionnels par l'agriculture ne sera pas satisfaite si l'accumulation dans l'industrie lourde n'est pas systématiquement en avance par rapport à l'accumulation dans les autres branches de l'économie, en particulier si elle n'assure pas l'existence de réserves de marchandises. Alors, dans un cas favorable, le fonds affecté à l'achat de moyens de production de l'industrie lourde sera temporairement changé en forme monétaire et, avec un système de crédit développé, rendra possible, sur la base d'une redistribution de l'accumulation monétaire, un flot croissant de crédit et aussi une production additionnelle dans les branches correspondantes de l'économie lourde. Dans un cas non favorable, ce fonds d'accumulation sera échangé contre des biens de consommation et sera simplement consommé par l'agriculture, ayant accru les dépenses de consommation des cultures techni-

ques. Nous ne considérons pas le cas dans lequel la disproportion serait plus importante encore ; précisément quand l'industrie lourde a déjà épuisé toutes ses réserves en équipement existant et où la nouvelle demande additionnelle ne peut être satisfaite que par de nouveaux investissements en capital fixe excédant largement la pénurie de biens de l'année courante.

Voyons maintenant le département II du secteur privé. Si nous excluons la production industrielle privée de biens de consommation (production artisanale ou domaniale de chaussures, vêtements, industrie alimentaire privée), nous aurons surtout la production paysanne de biens de consommation. La reproduction du capital existant, égal dans notre cas à 3,300 c, se fait comme suit : la majeure partie consiste en moyens de production obtenus dans la branche paysanne des biens de consommation elle-même. Ceci inclut les semences de cultures techniques, l'alimentation des troupeaux, le fumier pour fertiliser, la reproduction des troupeaux, le défrichage pour créer de nouvelles surfaces arables, etc. La seconde partie des moyens de production est obtenue par échange des biens de consommation du département en question contre les moyens de production offerts par le département I du secteur privé de l'économie. Enfin, une troisième part des biens de consommation du département II du secteur privé qui remplace son c va être vendue aux ouvriers de l'industrie lourde du secteur d'Etat et reçoit en échange de l'industrie lourde des moyens de production sous forme de machines agricoles, équipements, services de transport, etc. La majeure partie du fonds de consommation du département II du secteur privé est produite et consommée à l'intérieur du département lui-même et sa plus grande part n'entre pas dans la partie dite commercialisée du produit agricole. Seule une part minime de ce fonds entre en échange interne avec le fonds de salaire du département II du secteur d'Etat, c'est-à-dire avec l'industrie légère d'Etat. En d'autres termes, si nous chiffons le fonds de salaire du secteur d'Etat à 1 000 et si nous prenons la partie de ce fonds qui est constituée de biens de consommation agricole et d'autre origine privée égale à 400, alors les travailleurs de l'industrie légère achèteront ce montant au fonds de consommation du département II du secteur privé sous la forme requise par sa structure de consommation tandis que les paysans et les artisans du département II achèteront les biens de consommation produits par le secteur d'Etat.

Cependant, cela ne justifie pas que nous devons avoir ici une égalité arithmétique complète ou approximative, ainsi que Marx le postule dans son analyse de la reproduction capitaliste, quand c II est échangé contre  $v + m/x$ . Nous avons déjà établi dans notre analyse de l'échange entre le département I du secteur privé et le département I du secteur d'Etat que le département I du secteur privé, à cause de la composition physique des marchandises échangées, doit obtenir plus de l'industrie lourde que ce que l'industrie lourde peut acheter dans ce département. Mais ceci signifie que le département I du secteur

privé doit vendre nos biens de production pour le montant de la différence nette quelque part ailleurs et, avec la monnaie ainsi obtenue acheter de biens de production de l'industrie lourde. Il est bien évident que ce problème doit être résolu par la médiation du commerce extérieur. Une partie du lin, du chanvre, etc., est exportée ; l'industrie lourde obtient, au travers de l'importation, les équipements dont elle a besoin ; et les vendeurs de lin, de chanvre, etc., achètent contre des tchervonetz les moyens de production qui leur sont nécessaires à l'industrie lourde soviétique. De cette façon, la disproportion dans la composition physique de l'échange entre le département I du secteur privé et le département I du secteur d'Etat est liquidée par apport du marché intérieur qui permet de changer les éléments de production du département I lui-même et de libérer les ressources nécessaires à l'échange avec le département I du secteur privé. Le problème peut même être résolu plus simplement de la façon directe, c'est-à-dire en important des machines et autres moyens de production pour le département I du secteur privé. S'il est impossible de résoudre le problème dans une mesure suffisante — soit à cause du sous-développement de l'industrie domestique des machines-outils ou de la production d'engrais, etc., soit à cause de la limitation du quota d'importation dévolu au secteur privé —, nous aurons une pénurie de biens de production de l'industrie lourde qui est une des formes de perturbation de l'équilibre entre le secteur d'Etat et le secteur privé résultant du sous-développement de notre industrie lourde.

De la même façon, si, disons, l'agriculture produisant des biens de consommation doit échanger davantage de ses produits contre des biens de consommation d'origine industrielle qui peuvent être procurés par le fonds de salaire de l'industrie légère dont nous parlions ci-dessus, alors la solution de ce problème est aussi possible généralement parlant par l'apport du commerce extérieur. C'est un autre problème de savoir si le recours au commerce extérieur est pratiquement possible dans les circonstances existantes. Supposons que les travailleurs et les employés de l'industrie légère achètent au secteur privé des biens de consommation pour 400 millions de roubles, alors que le secteur privé du département de biens de consommation demande en échange pour son fonds de consommation non pas 400 millions mais 600 millions de roubles et que sa demande de produits de l'industrie légère d'Etat soit égale à ce montant. Concrètement, la paysannerie possède un supplément de 200 millions de roubles de céréales commercialisables, œufs, etc., et désire se procurer avec ces 200 millions un montant supplémentaire de vêtements, de chaussures, de sucre et autres biens de consommation manufacturés. Supposons cependant que le département II du secteur d'Etat ne produise que 400 millions de biens et ne puisse fournir plus. Une échappatoire par le commerce extérieur est aussi possible dans ce cas ; elle consisterait en exportation additionnelle de produits agricoles pour un montant de 200 millions de roubles, et la

monnaie ainsi obtenue serait utilisée pour importer des biens de consommation manufacturés de l'étranger pour la paysannerie. En pratique cependant, étant donné le déficit des ressources d'exportation, même pour l'importation des biens de production les plus importants, cette méthode est inutilisable pour l'Etat soviétique durant les premières années du processus de reconstruction, car pour mettre en circulation ces 200 millions de roubles de ressources d'exportation, il faut d'abord importer des produits de l'industrie légère au-delà du fonds d'importation de l'année en cours, c'est-à-dire au prix d'une diminution des importations de biens de production qui sont déjà insuffisantes. L'impossibilité d'une telle opération étant due au développement insuffisant de l'industrie légère soviétique, il peut apparaître dans l'économie soviétique une pénurie tendancielle de biens de consommation manufacturés. En conséquence, une partie des ressources liquides extérieures au fonds de consommation paysan ne rentre pas dans la circulation des marchandises et là commence dans la campagne soviétique le processus bien connu de l'autoconsommation, accroissant les réserves de céréales bien au-delà des réserves de sécurité, avec de nombreux phénomènes concomitants. Tout cela considéré, la part commercialisable de l'agriculture est ramenée au-dessous du niveau qui serait possible avec un développement plus rapide de l'industrie soviétique, même avec les prix élevés existants. Nous ne considérons pas ici la possibilité d'une croissance encore plus rapide de la part commercialisable résultant d'une baisse plus rapide des coûts de production et des prix industriels. C'est la source d'une seconde disproportion entre l'industrie d'Etat et l'agriculture pour laquelle il n'y a pas de solutions dans les circonstances actuelles, à part un développement plus rapide de l'industrie d'Etat.

Théoriquement, le problème peut aussi être résolu de la manière suivante : du montant additionnel du fonds d'exportation ci-dessus, 100 millions seulement vont à l'achat de biens de consommation étrangers et ils sont vendus aux prix intérieurs, utilisant la divergence entre les prix internes et les prix externes, pour une somme qui peut égaler les 200 millions de roubles. En même temps, les autres 100 millions de roubles du fonds d'exportation sont utilisés pour importer des moyens de production ; en conséquence, la demande de consommation paysanne est partiellement satisfaite en même temps que le problème du développement accéléré de l'industrie. Il est cependant clair qu'une telle situation ne représente en fait qu'une forme bâtarde de la difficulté relevée ci-dessus et non son élimination. Même dans ce cas, il est nécessaire d'avancer 100 millions de roubles au-delà du fonds d'importation pour l'achat de biens de consommation.

L'analyse de ce problème ne serait pas complète si nous ne signalions pas que cette disproportion que nous avons montrée a son côté positif. Il consiste dans le fait que l'accumulation dans les villages de surplus invendus de biens de consommation rend possible la stabilisation des prix agricoles à un bas

niveau. Ce qui semble être le résultat de la planification de l'économie n'est en fait que le résultat de la disproportion que nous avons montrée, phénomène bien connu dans les économies d'échange. Le fait que nous pouvons stabiliser les prix est le résultat de la planification. Le fait que nous les stabilisons à un bas niveau est en très grande partie dû au blocage du développement de l'agriculture dans la sphère de la production des biens de consommation qui, à son tour, résulte du sous-développement de notre industrie et de son accumulation actuelle inadéquate.

En analysant les conditions de l'équilibre entre le secteur d'Etat et le secteur privé, nous avons laissé de côté la présence du fonds de consommation non productive. Nous reviendrons sur ce problème plus tard en analysant la reproduction concrète de l'économie de l'U.R.S.S. en 1925-1926. On ne peut traiter ce problème qu'après avoir examiné un certain nombre de questions qui n'y sont pas directement liées.

A partir de tout ce qui précède, nous pouvons formuler la proposition suivante sur la loi de proportionnalité des échanges entre le secteur d'Etat et les deux secteurs privés de notre économie.

Si, dans l'économie soviétique, c II du secteur d'Etat plus c II du secteur privé, diminué des moyens de production reçus par le département II du secteur privé unifié de son propre département, égale v plus le fonds de consommation et le fonds de consommation non productive du département I du secteur privé unifié<sup>10</sup>, alors :

1. S'il existe une pénurie de biens de production du secteur d'Etat dans le département I du secteur privé unifié, cette disproportion ne peut être liquidée que sur la base des relations avec l'économie mondiale.

2. Le fonds de consommation du département II du secteur privé unifié — où sa part consiste en biens de consommation de l'industrie légère d'Etat — doit égaler la partie du fonds de salaire du département II du secteur d'Etat qui est composée de biens de consommation du département II du secteur privé achetés avec les salaires, c'est-à-dire dans une très large mesure de biens de consommation d'origine paysanne.

3. Si l'échange interne du fonds de consommation du département II du secteur privé unifié contre une part correspondante de v II du secteur d'Etat révèle un excès de la demande de la part du secteur privé, la disproportion peut être éliminée soit par les relations avec le marché mondial, soit par une redistribution du revenu national telle qu'elle procure les ressources pour un développement additionnel du département II du

<sup>10</sup> Diminué des moyens de production de l'industrie de guerre, comme le montre évidemment tout ce qui a été dit ci-dessus.



secteur d'Etat, ce qui suppose cependant une croissance plus rapide encore de l'industrie lourde.

4. Quand il n'est pas possible de résoudre la disproportion de l'économie par ces moyens, une pénurie de biens se déclare dans tout le secteur privé, à la fois pour les biens de consommation et pour les biens de production produits par le secteur d'Etat.

Nous avons fondé toute notre analyse sur une division du secteur paysan en deux départements, appliquant le même principe que celui utilisé par Marx par rapport à l'économie capitaliste. Cela est-il correct si l'on considère la différenciation extrême du secteur paysan du point de vue de la division du travail entre les diverses branches de l'agriculture ? N'est-ce pas la même forme moyenne où prédomine la production de grain qui produit aussi des biens de consommation et des matières premières ? N'est-il pas vrai que, dans les régions de culture du coton ou du lin, on produit simultanément des œufs, du grain, etc. ? Tout cela est vrai. Néanmoins, la méthode marxiste de division du secteur paysan en département I et département II que nous avons appliquée reste la plus habile. D'abord, il ne faut pas oublier que c'était l'agriculture capitaliste que Marx analysait, ce qui — même avec une différenciation très poussée par rapport aux cultures spécialisées — n'empêche pas une interprétation étroite de la production de biens de consommation et de biens de production. Par exemple, une grande ferme moderne en Allemagne réunit l'élevage et la production de betteraves à sucre, etc. Ensuite, si nous prenons l'analyse sous un autre angle, si nous considérons le secteur paysan de l'économie paysanne dans sa totalité, dans ses relations avec l'industrie d'Etat, il est nécessaire d'utiliser la même méthode. Supposons que nous voulions nous assurer de la quantité globale de matières premières que le secteur paysan peut fournir à notre industrie et à l'exportation. Sans cela, la solution du problème de la proportionnalité du développement de l'agriculture et de l'industrie serait impensable. Pour recenser toutes les possibilités en matières premières de l'agriculture, nous devons nécessairement isoler la part du produit qui appartient au département I. Pour recenser le surplus commercialisable de biens de consommation, il nous faut isoler ce que nous appelons le département II. Comme dans l'analyse marxiste, une partie du produit de chaque grande ferme capitaliste figure au département I et l'autre au département II ; dans notre calcul, chaque ferme individuelle figure une fois dans le département I, une fois dans le département II. Le fait que le même cheval figure simultanément comme moyen de production de biens de consommation et comme moyen de production de biens de production complique notre analyse générale de l'accumulation, mais ne suffit pas à nous faire rejeter la méthode marxiste. Il ne paraît pas possible de substituer à la méthode marxiste une autre méthode. Pour une analyse détaillée de la reproduc-

tion dans l'agriculture, il est absolument nécessaire de faire une étude additionnelle concernant la proportion relative dans laquelle ces moyens de production figurent au département I et au département II.

Il nous faut considérer le rôle de la consommation non productive dans l'économie de l'U.R.S.S. du point de vue de l'influence de cette consommation sur les conditions de l'équilibre entre secteur d'Etat unifié et secteur privé unifié.

Pour clarifier le problème, prenons un des schémas de Marx qui concerne la reproduction capitaliste élargie. Prenons, par exemple, le schéma numérique suivant :

(I) 4 000 c + 1 000 v + 1 000 m (500 de fonds d'accumulation + 500 de fonds de consommation capitaliste)

$$(II) 1\ 500\ c + 500\ v + 500\ m \left( \frac{500}{x} + \frac{500}{y} \right)$$

Dans ce cas, 1 500 c II s'échange contre 1 000 v plus 500 du fonds de consommation capitaliste du département I. Supposons maintenant que la consommation non productive avec un volume produit inchangé diminue de moitié dans le département I. Nous aurons alors pour le département I :

(I) 4 000 c + 1 000 v + 1 000 m (750 d'accumulation + 250 de consommation)

Dans ce cas, à cause de la croissance de l'accumulation aux dépens de la consommation non productive, le département I diminue son fonds d'échange avec le département II de 1 500 à 1 250 pendant que la reproduction de c II — si aucun changement n'est intervenu dans le département II — achète des moyens de production au département I pour un montant de 1 500. Même s'il n'y a pas de déclin absolu de la consommation non productive, mais seulement un déclin relatif, c'est-à-dire si le fonds de consommation non productive du département I soit reste inchangé à 500 alors que le fonds d'accumulation croît, soit que les deux grandeurs varient en même temps, le fonds d'accumulation augmentant plus rapidement que le fonds de consommation non productive, en d'autres termes si le changement n'est pas aussi radical que dans notre exemple, la tendance restera néanmoins la même. Cette tendance consiste en une pénurie de moyens de production dans le département II. Cela s'explique par le fait que le fonds d'échange du département I retarde régulièrement sur la demande de biens de production du département II. Si le déclin correspondant au fonds de consommation non productive survient dans le département II, il nous suffit de faire la même opération pour le département II que celle que nous avons faite dans l'exemple numérique du département I pour voir ce que cela entraîne. Dans ce

cas, le fonds d'accumulation additionnelle obtenue par la baisse de la consommation non productive se divise entre c et v du département II proportionnellement à la composition organique du capital, et le département II ne demande plus de biens de production au département I pour un montant de 1 500, mais beaucoup plus. Cela signifie que la disproportion grandira de deux façons simultanées : comme résultat du déclin relatif du fonds d'échange du département I et comme résultat de la croissance à la fois absolue et relative de c II. Comment cette disproportion peut être liquidée, c'est un autre problème. (Cela peut se faire par une réallocation générale des forces productives entre les départements I et II sur la base des nouvelles proportions.) Cependant, si nous ne considérons que la transition à un niveau plus bas de consommation non productive et à un niveau plus élevé d'accumulation, cela change inévitablement les proportions de l'échange entre les départements I et II, augmentant la demande du département II pour les biens de production et diminuant leur offre. Dans ce cas, l'économie devient plus progressive du point de vue de l'allocation des forces productives, le surproduit de la société augmente, le produit brut et net de la société augmente à un rythme accéléré, l'accumulation augmente plus rapidement, mais la transition elle-même sur le nouveau schéma de croissance relative de la part du département I doit entraîner une disproportion temporaire dans toute l'économie. De cette disproportion théorique générale, nous pouvons tirer des conclusions importantes pour l'économie de l'U.R.S.S. Si, dans le secteur économique où le secteur d'Etat remplace le secteur privé d'avant-guerre, le fonds d'accumulation augmente comme résultat du déclin de la consommation non productive de la bourgeoisie industrielle, cela entraîne nécessairement un déclin du fonds d'échange du département I du secteur d'Etat, accompagné d'une croissance de l'accumulation dans le département II, ce qui signifie — avec une croissance relative de c II — une demande accrue de c II en moyens de production. Cependant, puisque les moyens de production du département II du secteur d'Etat ne sont pas seulement composés de biens venus du département I du secteur d'Etat, mais aussi d'une quantité importante de matières premières d'origine paysanne, la transition actuelle à un système de consommation non productive en baisse et d'accumulation plus rapide, quand le niveau d'avant-guerre du produit dans le département II du secteur d'Etat et le niveau d'avant-guerre de la production de matières premières dans le secteur paysan ont été atteints, doit nécessairement susciter une crise chronique de l'offre de matières premières pour l'industrie légère d'Etat. Ainsi, même si nous ne prenons pas en compte les changements de structure du budget paysan provoqués par la révolution (sur lesquels nous reviendrons plus bas), la seule diminution de la consommation non productive dans l'industrie même amène à la fois une accumulation plus rapide et une aggravation plus rapide de la pénurie de moyens de production.

Mais la mise en place du secteur d'Etat de l'économie soviétique signifie la liquidation d'une partie seulement de la consommation non productive qui existait dans le système économique bourgeois. Supposons que, sur 100 unités de surproduit de l'industrie capitaliste d'avant-guerre, 40 soient destinées à l'accumulation et, sur les 60 restantes, que les capitalistes en consomment 20 de façon non productive et que 40 soient destinées à la consommation improductive de l'ensemble du système capitaliste, c'est-à-dire une contribution au maintien de l'appareil bureaucratique, l'armée, le paiement des intérêts des emprunts étrangers, la couverture de l'appareil non productif, etc. Notre industrie d'Etat peut utiliser comme accumulation additionnelle ces 20 % de surproduit, mais celle-ci a — à la place de la consommation non productive capitaliste — sa propre consommation non productive : l'armée demeure, ainsi que l'appareil gouvernemental, les dépenses improductives de l'appareil de distribution, etc. Plus encore, les dépenses non productives de ce type pourraient devenir plus importantes dans notre économie qu'elles ne le sont pour le capitalisme ; elles pourraient accaparer toute l'épargne de 20 % et même diminuer le fonds d'accumulation par rapport à son niveau d'avant-guerre, en particulier si le fonds de surproduit de l'industrie soviétique devenait moins important en valeur absolue que celui d'avant-guerre. Je ne parle pas à ce propos de ce qui se passe en fait, c'est-à-dire avec des chiffres à l'appui. Il faut noter que certaines dépenses non productives ont augmenté (appareil de distribution) alors que d'autres ont diminué (budget d'Etat). Ce qui importe pour le moment est d'établir deux faits : d'abord, si la part de notre surproduit dépensée de façon improductive décline ou a décliné par rapport à la situation d'avant-guerre cela change forcément les proportions de l'allocation des forces productives dans le sens d'une demande plus importante de moyens de production ; ensuite, la consommation non productive<sup>11</sup> continue nécessairement d'exister dans une certaine mesure à l'intérieur de notre économie. Cela implique des proportions différentes dans l'allocation des forces productives par rapport au schéma que nous avons pu construire pour l'économie soviétique en faisant abstraction de la consommation non productive. Ainsi, si l'on tient compte de la consommation non productive, une certaine fraction de notre économie est affectée à la satisfaction des groupes non productifs de la population. Pour produire ce fonds de consommation non productive, il faut produire quelque part les moyens nécessaires. Cela signifie que tous les départements de tous les secteurs de l'économie doivent servir pour une part à la production de ce fonds. Cependant, cela ne signifie pas du tout que la répartition de la charge de la consommation non productive entre les secteurs et les départements de ces secteurs doit

11. Le terme « non productif » est utilisé ici au sens socio-économique et pas du tout moral. Après tout, une consommation productive nécessaire existe aussi.

être proportionnelle à ces changements dans les égalisations de l'échange entre les départements individuels imposé par l'existence même de ce fonds de consommation non productive.

Concrètement, les choses se présentent comme suit par rapport à chaque département : le fonds de consommation non productive (F.C.N.P.) du département I du secteur d'Etat est constitué physiquement de biens de production. De ce fonds, tout ce qui est utilisé par l'industrie de guerre ira à la C.N.P., sous forme de biens de production. La seconde partie du F.C.N.P. du département I s'échange avec le département II des secteurs d'Etat et privé. Les choses sont à peu près semblables pour le F.N.C.P. du département I du secteur privé, la seule différence étant que le rôle de l'industrie de guerre dans l'absorption des moyens de production de ce département est assez limité. Pour les départements qui produisent des biens de consommation, leur F.C.N.P. correspond sous forme physique au budget de consommation des groupes qui ne sont pas employés dans un travail productif. Il est bien clair qu'en valeur tout le F.N.C.P. sera moindre que la part que le département II des deux secteurs fournit à la totalité du F.C.N.P., puisqu'une partie de cette consommation sera compensée par les départements I sous forme d'une offre aux départements II de leurs propres moyens de production, diminués de ceux qui vont à l'industrie de guerre. Mais cela signifie que la C.N.P. dans la société soviétique, d'un côté, diminue — par des méthodes négatives il est vrai — la disproportion entre le premier et le second département des deux secteurs dont nous parlions ci-dessus et qui aboutit à un manque de biens de production. En particulier, par rapport à l'échange d'une partie du fonds de consommation du département II du secteur privé contre une partie du fonds de salaire du département II du secteur d'Etat, le déclin relatif de la croissance de  $c$  II du secteur d'Etat diminue le fonds d'échange avec ce département, alors que la diminution de l'accumulation du département II du secteur privé abaisse la demande de biens de consommation supplémentaires du département II du secteur d'Etat et la demande de biens de production du département I du secteur d'Etat.

D'un autre côté, quand la C.N.P. diminue, le produit social et l'accumulation augmentent, et avec cette dernière la pénurie de biens de production. Cependant, comme nous l'avons déjà montré, le développement global de l'économie créera à l'avenir les moyens de corriger la disproportion, en particulier sur la base du commerce extérieur.

Pour conclure sur le problème de la C.N.P., il nous faut insister sur le problème méthodologique important dont la signification pratique sera éclaircie plus bas.

Comment déterminer correctement le volume de la consommation non productive en U.R.S.S. et son influence sur tout le procès de production ? Deux méthodes sont possibles. La première est celle qu'utilise Marx dans son analyse de la reproduction capitaliste au livre II du **Capital** où il désigne par  $v$  la part de capital qui est réellement dépensée par la classe ou-

vière. De là, Marx lie toute taxe sur les salaires à la plus-value. L'avantage de cette méthode consiste en ceci que tout le  $v$  incorporé dans l'échange, sans complication de la part de la fraction de  $v$  qui, même si formellement elle représente les salaires, est en réalité le paiement d'une partie de la C.N.P. de la société bourgeoise. Dans l'analyse détaillée de l'économie de tout pays actuel, cela implique seulement une étude supplémentaire de l'échange à l'intérieur du F.C.N.P. qui est nécessaire en particulier pour prendre en compte à la fois le rôle de l'industrie de guerre dans cette consommation et la part non productive des dépenses de l'appareil commercial. Cela implique aussi une recherche supplémentaire des épargnes monétaires de la classe ouvrière. Par rapport au secteur de la petite production, cette méthode impose de ne calculer que le fonds réel de consommation des producteurs indépendants engagés dans la production, alors que toute leur accumulation réelle dans l'économie, plus la C.N.P. du système social en question — par rapport à sa fraction qui dépend de ce secteur —, sera incluse dans le surproduit. Ceci n'interdit pas une analyse de l'échange en grandeur réelle des moyens de production des départements I qui s'échangent contre des biens de consommation pour remplacer le capital constant des départements II. La difficulté réside en ceci qu'il n'est jamais possible d'éclaircir totalement ce qu'il faut comprendre par consommation nécessaire de la classe des petits producteurs, puisque leur fonds de consommation — comme on l'a déjà vu — n'est pas régi par la loi de la valeur, même dans le capitalisme actuel, et que dans notre économie il est régi, dans une certaine mesure, par la loi de l'accumulation socialiste primitive. De plus, il faut rappeler que le concept de travail productif change par rapport au sens que lui donnait Marx<sup>12</sup>.

La seconde méthode consiste en une dérivation simultanée de deux balances : la balance de la consommation et la balance de la production. Cette seconde approche n'exclut pas la première, mais doit la suivre, puisque commencer avec une balance double impliquerait de commencer avec une solution complexe, même si nous négligeons le fait qu'une telle balance double dissimulerait simplement l'incapacité à dériver une balance générale simple<sup>13</sup>.

De plus, il faut insister ici sur la difficulté de séparer en pratique, dans les dépenses commerciales, la part qui paie le travail productif de celle qui paie la consommation non productive de l'appareil. Les hausses de prix commerciaux pour le paiement des dépenses de transports sont faciles à calculer et à inclure dans la balance de la production des transports — d'autant que

12. Parmi d'autres concepts de l'économie politique marxiste, en ce qui concerne notre économie, le concept de travail productif comme travail créant de la plus-value doit être remplacé par une autre définition.

13. La dérivation d'une balance générale sur des bases méthodologiques correctes est, entre autres choses, une des plus importantes méthodes de vérification des données de nos statistiques industrielles ou générales.

les transports sont une branche de la production. De la même façon, toutes les dépenses de combustible, sauf celles qui reviennent à la production par le budget d'Etat, doivent faire partie du F.C.N.P. Par ailleurs, il est beaucoup plus difficile de séparer le travail productif utilisé pour transporter les produits sur leur lieu de consommation et les dépenses de stockage, etc., de nombre d'autres dépenses non reliées avec ce travail physique, mais avec les dépenses sociales sur ce système de distribution, incluant au premier plan la C.N.P. des agents du commerce privé, des agents inutiles des coopératives d'Etat, et les dépenses d'« occidentalisation » des procédures de vente.

Un autre problème méthodologique très important est celui des index de calcul de la production sociale et de la consommation. Il est clair que nous devons utiliser un système double de comptes : compte en prix d'avant-guerre, qui représente une forme de compte physique, et compte aux prix de gros et de détail actuels en roubles tchervonetz, qui représente une forme de mesure de valeur...

#### CINQUIEME CONDITION D'EQUILIBRE

La cinquième condition d'équilibre de notre système économique est la croissance systématique des salaires. Nous ne considérons pas ici la croissance naturelle du fonds global de  $v$  du secteur d'Etat dû au nombre croissant de travailleurs, mais bien la croissance de ce fonds qui accompagne la hausse des taux de salaire moyen de chaque travailleur. La structure sociale de notre économie d'Etat est telle que, avec une élévation systématique du niveau des forces productives, le prix de la force de travail tend à diverger systématiquement de sa valeur, et l'assimilation de la force de travail à une marchandise doit être progressivement liquidée. Une croissance des salaires est aussi inévitable par le fait même de l'industrialisation du pays, le changement des bases technologiques de toute l'économie d'Etat, la rationalisation du travail, etc., qui requièrent une croissance de la qualification du travailleur. L'industrie socialiste doit aussi produire son propre type de travailleur et ses incitations au travail. Ce type ne peut se former qu'à partir d'un niveau de vie beaucoup plus élevé que celui que le capitaliste peut procurer aux travailleurs à partir du même niveau de technologie<sup>14</sup>. De plus, il ne faut pas oublier ce fait déjà établi que,

14. Il faut comprendre que les protestations paysannes contre la croissance des salaires, contre l'amélioration de toute l'existence des ouvriers, sont profondément réactionnaires, non seulement d'un point de vue de classe, mais aussi du point de vue économique. Le socialisme ne connaît qu'une forme d'égalisation des conditions matérielles de la ville et de la campagne, qui consiste, si nous ignorons l'amélioration temporaire de la situation des petits producteurs, en la liquidation des fondations mêmes du secteur de la petite production privée. Une économie collective très développée dans

vu l'impossibilité d'importer à grande échelle des biens de consommation industriels pour la paysannerie qui produit des biens de consommation, un accroissement de l'échange domestique des biens de consommation entre l'industrie légère d'Etat et le département II de la petite production est limité par l'importance de cette fraction de  $v$  II du secteur d'Etat qui va à l'achat de biens de consommation paysans ou privés en général. Même si nous croyons possible un accroissement de cet échange, de temps en temps, à partir des importations additionnelles de biens de consommation, le fonds d'échange de base n'est jamais rien de plus que la part de  $v$  II du secteur d'Etat dont nous avons parlé. Cela signifie que, à prix donnés, un accroissement du fonds de salaire des ouvriers de l'industrie légère (et cet accroissement peut provenir à la fois d'une augmentation du nombre des travailleurs et d'une augmentation du niveau moyen des salaires de l'industrie légère) doit précéder un accroissement de la demande paysanne de biens de consommation produits par l'industrie légère. Le rôle dirigeant de l'industrie apparaît sur ce terrain aussi. Conjuguée avec une baisse générale des prix, la croissance des salaires permet de restreindre la disproportion de l'échange entre l'agriculture et l'industrie, et celle-ci se fait non pas d'une façon négative, mais d'une façon socialement et économiquement positive.

#### SIXIEME CONDITION D'EQUILIBRE

Une sixième condition de l'équilibre dynamique de l'économie de l'U.R.S.S. est un abaissement systématique du prix à la production du secteur d'Etat. Un équilibre de ce type est simultanément économique et social.

Commençons par l'aspect économique de cet équilibre. Nous avons déjà montré que l'un des goulots d'étranglement du développement de l'industrie légère d'Etat est déjà partiellement et de plus en plus le retard de la production de cultures techniques agricoles par rapport à la demande de matières premières de l'industrie d'Etat. Cependant, un accroissement de la production de cultures techniques exige, essentiellement, un accroissement de l'accumulation dans cette branche. Pour accroître l'accumulation, le niveau de consommation dans ce département étant donné, il faut :

l'agriculture est capable d'assurer à ses ouvriers un niveau de bien-être matériel équivalent à celui d'une industrie socialiste urbaine. Le dépassement de la contradiction entre la ville et la campagne, qui est une des tâches historiques du socialisme, ne peut consister à faire du travailleur urbain quelque chose comme un forgeron de village qui joue un rôle subsidiaire dans la petite production.

1. une diminution de la consommation non productive de ce département ;
2. une augmentation du prix de ces cultures techniques ;
3. un abaissement du prix des biens de consommation ;
4. un abaissement du prix des moyens de production que le département I du secteur agricole achète au département I du secteur d'Etat ;
5. une diminution de la consommation individuelle du secteur paysan lui-même ;
6. une intensification du travail de production des moyens de production.

Certaines de ces possibilités sont purement théoriques. La diminution de la consommation dans le département en question est impossible ou presque, puisqu'elle est déjà à un niveau très bas.

Une diminution des prix des biens de consommation produits par la paysannerie est impossible, car ces prix sont déjà, par rapport aux prix industriels, considérablement plus bas qu'avant-guerre où ils étaient déjà très bas. La seule chose envisageable est une restriction des différences des prix de vente des céréales selon les régions, c'est-à-dire en fait un déclin de la consommation non productive de l'appareil de distribution, l'abaissement des coûts de transport. Un accroissement systématique des prix des cultures industrielles est aussi impossible, sauf en cas de calculs incorrects des organes de vente, car une telle augmentation se répercuterait sur les prix de l'industrie légère. Il ne reste qu'un accroissement de l'intensité<sup>15</sup> et de la productivité du travail, et de la fertilité du sol dans la production de cultures industrielles, la diminution de la consommation non productive de tout le système économique et politique de l'U.R.S.S., une baisse des prix des moyens de production produits par le département I du secteur d'Etat et des biens de consommation produits par l'industrie légère d'Etat. Dans le dernier cas, ce ne peut être le résultat d'une baisse artificielle de l'accumulation dans ces branches, mais de la baisse réelle des coûts de production due au rééquipement de la base technologique et à la rationalisation de la production. En ce sens, les intérêts de l'industrie d'Etat coïncident avec ceux de la production agricole de matières premières ; la baisse des prix

industriels apparaît comme un stimulant de la reproduction élargie du département I du secteur paysan. Mais, sur la base d'une accumulation croissante dans ce département du secteur agricole, il sera plus facile de remporter des succès décisifs par rapport à l'amélioration de la culture du sol et à l'accroissement en général de la productivité du travail qui accroîtra le produit annuel de cultures industrielles<sup>16</sup>.

En ce qui concerne la production paysanne de biens de consommation, la situation est quelque peu différente. Le marché interne de l'U.R.S.S. n'absorbe pas tous les biens de consommation du secteur paysan et leur exportation est absolument nécessaire au maintien de l'équilibre général de tout le système. Toutefois, le fonds d'importation d'Etat obtenu par ces exportations, à cause des conditions de la reproduction dans l'industrie d'Etat que nous avons déjà discutées, ne peut être consacré dans une mesure importante à l'importation des biens de consommation pour la paysannerie et ne peut être utilisé qu'en partie pour des importations de moyens de production agricoles. Cette contradiction, compte tenu des rapports d'échange défavorables du produit paysan et du produit de l'industrie d'Etat, et compte tenu de la pénurie purement physique du dernier, tend à restreindre tout le processus de la reproduction élargie des biens de consommation agricoles et diminue l'efficacité économique de l'accumulation et le pouvoir d'achat de la part du fonds de consommation échangée contre la part de  $v$  de l'industrie légère d'Etat mentionnée ci-dessus. Tout ceci agit comme un frein sur le développement de surplus commercialisables des biens de consommation produits par la paysannerie, accroît la consommation non productive des masses paysannes elles-mêmes et empêche la croissance du fonds d'exportation. Cependant, même quand le niveau de production d'avant-guerre de l'agriculture est atteint, quand le volume de l'échange de biens de consommation produits par l'agriculture approche du niveau de la Russie d'avant-guerre, le déclin de la consommation non productive de la bourgeoisie, la liquidation des propriétés de l'aristocratie et des dettes étrangères créeront la base d'une croissance significative du surproduit agricole capable de s'ajouter au fonds de la reproduction élargie. Le dépassement de la disproportion partielle consiste aussi ici en un rééquipement plus rapide de l'industrie et l'abaissement des coûts de production, dans une baisse systématique des prix et finalement dans une productivité accrue du travail dans l'agriculture elle-même. Le département paysan de biens de consommation, pour chaque 100 unités de produits s'échangeant contre une part de  $v$  I du secteur d'Etat qui remplace les moyens de production de ce département, obtiendra davantage

15. Il faut insister sur ce point que l'agriculture paysanne en U.R.S.S. pourrait, même avec les moyens de production existants, accroître considérablement le produit brut par un accroissement des dépenses de travail, particulièrement en mettant en pratique un certain nombre d'améliorations agronomiques simples. La lutte contre la peur du travail et la paresse traditionnelle au village est un des problèmes les plus importants de l'industrialisation du pays.

16. C'est pourquoi la politique soviétique du gouvernement soviétique de vente de matériel agricole à des prix artificiellement bas est absolument correcte. A l'avenir, ceci doit devenir partie d'un système où les moyens de production doivent toujours se vendre à bas prix (avec des coûts de production identiques) et les biens de consommation à des prix élevés.

de ces moyens de production sous leur forme physique. D'un autre côté, chaque 100 unités du fonds de consommation en échange de v II du secteur d'Etat.

L'abaissement systématique des prix industriels est important du point de vue du maintien non seulement de l'équilibre économique, mais aussi de l'équilibre social de tout le système soviétique. La divergence aiguë entre les prix industriels internes et les prix du marché mondial, une situation d'échange non équivalent, est un régime exceptionnel et dans son essence temporaire. Il correspond au stade infantile de développement de l'économie d'Etat dans un pays agricole arriéré. Sa signification historique consiste en ceci qu'il fournit à l'industrie d'Etat les ressources nécessaires pour le remplacement de sa base technologique, qu'il lui donne la possibilité d'accumuler non pas sur la base de l'ancienne technologie, vieille et obsolète, mais sur la base d'une technologie moderne et perfectionnée. Ce n'est que lorsque ce processus sera achevé que l'industrie d'Etat sera en position de développer — comme nous l'avons plusieurs fois établi — les avantages procurés par la production collective sur la production capitaliste. Dans cette période, cependant, le secteur agricole doit aussi se développer. L'étape dans laquelle s'engage la reproduction socialiste n'est pas importante pour l'agriculture ; ce qu'elle exige, ce sont des biens industriels bon marché en quantité et qualité nécessaires. Cette contradiction économique devient sociale au travers d'un mécontentement paysan croissant envers le monopole du commerce intérieur, à travers les efforts de liquidation des relations du marché paysan à l'industrie soviétique, les efforts pour revenir au rapport de valeur du marché mondial, pour cesser d'alimenter le fonds de l'accumulation socialiste primitive. Cette contradiction sociale est un fouet qui enjoint à l'industrie d'Etat de se rapprocher des prix du marché mondial. Des résultats rapides dans cette voie, accompagnés par la croissance du crédit d'Etat pour l'organisation de la production de la paysannerie moyenne et pauvre en particulier, et leur fournissant les moyens de production additionnels, atténueront cette contradiction sociale. Se donner des délais sur cette voie accroîtrait cette contradiction, encourageant la lutte contre le secteur socialiste d'abord des éléments capitalistes les plus développés de l'agriculture et des couches correspondantes de la population paysanne qui sont les plus gênées dans leur développement sur le modèle bourgeois par le processus de la production socialiste élargie<sup>17</sup>.

17. Nous en sommes arrivés ici au problème le plus fondamental de la relation entre le développement socialiste de la ville et le développement capitaliste de la campagne. Le système soviétique, dans la difficile période actuelle, ne peut exister que sur la base d'un taux de croissance proportionné entre les deux. Un développement socialiste plus rapide permettra de supporter une plus grosse dose de développement capitaliste sans grand danger pour le système dans son entier.

## SEPTIEME CONDITION D'EQUILIBRE

Enfin, la septième condition d'équilibre du système soviétique est une absorption graduelle par l'économie d'Etat développée et l'agriculture intensive du surplus de population de la campagne, l'absorption du sous-emploi ouvert et caché, hérité par le système soviétique, pour l'essentiel, des relations agraires de l'ancien régime. La situation sous cet aspect est plus difficile et contradictoire. L'amélioration des techniques de production de l'industrie d'Etat et la rationalisation du travail, comme prémisses naturelles de l'abaissement du coût et des prix de vente, signifient essentiellement une diminution de la force de travail dépensée par unité produite. Ces dépenses sont considérablement plus élevées dans les entreprises soviétiques les mieux équipées que dans l'industrie européenne avancée, pour ne rien dire de l'Amérique. Le procès de rationalisation du travail ne mènera pas à une stagnation des dépenses de travail dans l'industrie d'Etat s'il s'accompagne d'une croissance absolue suffisamment rapide de la base industrielle de l'économie. Mais une telle expansion rapide présuppose une accumulation considérablement plus rapide dans l'industrie que celle que nous avons actuellement. Le fait que l'économie soviétique s'élargit actuellement, non pas sur la base de la technologie capitaliste avancée, mais sur la base d'une technologie qui tente de la rejoindre, doit nécessairement entraîner un ralentissement relatif du taux de croissance de la force de travail et un ralentissement relatif de l'absorption de l'armée de chômeurs...

D'un autre côté, l'intensification de l'agriculture, dont les possibilités sont directement proportionnelles au retard de notre mode de culture par rapport à celui de l'étranger, signifiera d'une part l'absorption d'une force de travail nouvelle par l'agriculture, et d'autre part une productivité accrue du travail dans l'agriculture, c'est-à-dire une baisse relative des dépenses de travail par unité produite. Mais l'intensification de l'agriculture requiert un accroissement de l'accumulation dans l'agriculture. Simultanément, si cette accumulation se fait aux dépens de la partie du surproduit que la campagne fournit à la ville pour la reconstruction socialiste, cela mènera à un abaissement du taux de la production élargie pour l'industrie d'Etat, c'est-à-dire précisément dans ce secteur qui est décisif pour la résolution dans le futur de toutes les contradictions fondamentales de la période de transition.

Il était suffisant de suggérer à grands traits les fondements de l'équilibre dynamique du système économique de l'U.R.S.S. pour faire apparaître les contradictions économiques et sociales mises à nu par notre développement vers le socialisme dans les conditions de notre isolement :

→ accumulation fondée sur l'échange non équivalent, et la

nécessité de liquider cette non-équivalence et le manque de correspondance de ces processus dans le temps ;

— accumulation aux dépens du surproduit des travailleurs, et la nécessité d'une croissance systématique des salaires ;

— la nécessité (en vue de diminuer les « souffrances de la naissance de l'industrialisation ») de s'associer à la division mondiale du travail, et l'hostilité croissante envers l'U.R.S.S. du monde capitaliste tout entier ;

— accumulation aux dépens de la production agricole de matières premières et de la paysannerie en général, et la nécessité de stimuler la reproduction élargie de ces matières premières ;

— accumulation aux dépens des exportations agricoles de biens de consommation, et la nécessité de stimuler ces exportations dans des conditions de diminution très lente des prix industriels ;

— la nécessité économique d'accroître le surplus commercialisable de l'agriculture, et la nécessité sociale de maintenir ceux qui produisent le surplus commercialisable le plus faible, les groupes pauvres et moyens du village ;

— la nécessité d'abaisser les prix en rationalisant la production et la lutte contre le chômage croissant.

Toutes ces contradictions montrent à quel point notre développement vers le socialisme est relié à la nécessité d'ouvrir une brèche dans notre solitude socialiste. Non seulement pour des raisons politiques, mais aussi pour des raisons économiques, nous devons être aidés à l'avenir par les ressources matérielles des autres pays socialistes...